



Modalités générales GLOBALG.A.P.

Règles applicables aux organismes de certification

VERSION FRANÇAISE 6.0_SEP22 (En cas de doutes, la version anglaise est déterminante.)

EN VIGUEUR DEPUIS : 1^{ER} OCTOBRE 2022

OBLIGATOIRE À PARTIR DU : 1^{ER} JANVIER 2024*

*La date à laquelle le référentiel IFA v6 GFS deviendra obligatoire dépend de la date de reconnaissance par la GFSI et sera confirmée ultérieurement

CONTENU

1	INTRODUCTION	4
2	TERMINOLOGIE.....	6
3	ACCORD DE LICENCE ET DE CERTIFICATION.....	7
4	PROCESSUS D'AGRÈMENT DES OC	7
4.1	Agrément d'un OC par GLOBALG.A.P.	7
4.2	Fin de l'agrément.....	10
4.3	Exigences vis-à-vis des organismes d'accréditation.....	11
5	CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT	13
5.1	Exigences d'ordre général.....	13
5.2	Formation et qualification du personnel	13
5.3	Certification des OC et communication des données de conformité à GLOBALG.A.P.....	16
5.4	Indépendance, impartialité, confidentialité, et intégrité des OC	17
6	INSCRIPTION D'UN PRODUCTEUR	17
6.1	Remarques générales	17
6.2	Inscription d'un producteur.....	18
7	PROCESSUS D'AUDIT	20
7.1	Champ d'application de l'audit.....	20
7.2	Producteurs sans SGQ sous l'Option 1	20
7.3	Groupeements de producteurs sous l'Option 2 et producteurs multisites avec SGQ sous l'Option 1.....	22
7.4	Audits à l'improviste par l'OC	27
7.5	Audits par l'OC de programmes/listes de contrôle reconnu(e) équivalent(e)s	28
7.6	Utilisation des TIC lors de l'étape hors site d'un audit par l'OC (Option 1 ou Option 2) (sur le modèle de l'IAF MD4:2018)	28
7.7	GLOBALG.A.P. Full Remote – non applicable à l'HPSS et aux référentiels IFA v6 GFS et PHA.....	30
8	PROCESSUS DE CERTIFICATION	31
8.1	Remarques générales	31
8.2	Non-conformité globale du producteur et sanctions	33
8.3	Exigences relatives au certificat	34
8.4	Prolongation de la validité du certificat.....	34
9	TRANSFERT ENTRE OC	35
9.1	Remarques générales	35
9.2	Transfert durant la période de prolongation de la validité du certificat.....	36

10 SANCTIONS ENVERS LES OC	36
10.1 Règles générales	36
10.2 Types de non-conformité globale	38
11 PROGRAMME D'INTÉGRITÉ DE CERTIFICATION.....	39
11.1 Examen et classement des résultats d'évaluation	40
11.2 Classement du rapport d'évaluation CIPRO	40
11.3 Niveaux de sanction pour les OC.....	42
12 QUALIFICATIONS DES AUDITEURS D'EXPLOITATION D'OC GLOBALG.A.P. (OPTIONS 1 ET 3)	46
12.1 Champ d'application et domaine d'activité.....	46
12.2 Qualifications officielles et expérience professionnelle.....	46
12.3 Compétences techniques et qualifications.....	46
12.4 Tâches principales	49
13 QUALIFICATIONS DES AUDITEURS DE SGQ D'OC GLOBALG.A.P. (PRODUCTEURS MULTISITES AVEC SGQ SOUS L'OPTION 1, OPTION 2 ET OPTION 4).....	50
13.1 Champ d'application et domaine d'activité.....	50
13.2 Qualifications officielles et expérience professionnelle.....	50
13.3 Compétences techniques et qualifications.....	51
13.4 Tâches principales	54
14 EXIGENCES SUPPLÉMENTAIRES POUR LE RÉFÉRENTIEL IFA V6 GFS	55
14.1 Ajouts.....	55
14.2 Modifications.....	57

1 INTRODUCTION

Le présent document est l'une des composantes de la documentation relative aux modalités générales GLOBALG.A.P. Il s'applique au référentiel Système Raisoné de Culture et d'Élevage version 6, édition Smart (référentiel IFA v6 Smart), au référentiel Système Raisoné de Culture et d'Élevage version 6, édition GFS (référentiel IFA v6 GFS), à l'« Harmonized Produce Safety Standard » (référentiel harmonisé de sécurité sanitaire des produits, soit HPSS) et au référentiel « Produce Handling Assurance » (système raisonné de traitement et manipulation des produits, soit référentiel PHA).

- a) Le champ d'application des plantes du référentiel IFA couvre la certification de l'ensemble du processus de production, soit depuis avant même que la plante ne soit plantée dans le sol et jusqu'au produit non transformé. Aucun processus de transformation n'est couvert. Le champ d'application de l'aquaculture couvre l'écloserie, l'engraissement, la récolte et la période post-récolte lorsque ces opérations sont réalisées par la même entité juridique.
- b) Les référentiels GLOBALG.A.P. apportent divers avantages aux producteurs :
 - (i) Ils permettent de réduire les risques relatifs à la sécurité sanitaire des aliments dans la production primaire en encourageant le développement et l'adoption de programmes d'assurance qualité nationaux et régionaux dans le secteur agricole via des directives d'interprétation nationale et de reconnaissance, et en procurant au consommateur et au producteur une norme de référence claire, basée sur une évaluation des risques et HACCP (analyse des risques et maîtrise des points critiques)
 - (ii) Ils constituent une plateforme de communication technique pour l'ensemble de la chaîne alimentaire dont le but est de promouvoir l'amélioration continue et la transparence par la consultation de toutes les parties prenantes
 - (iii) Ils permettent de réduire les coûts de mise en conformité des exploitations mixtes grâce à une approche intégrée (« guichet unique ») leur évitant les audits par des OC multiples
 - (iv) Ils permettent d'éviter la multiplication des réglementations par une adoption proactive dans l'industrie et la facilitation d'une harmonisation au niveau mondial, réduisant les inégalités entre les différents acteurs
 - (v) Ils renforcent l'intégrité des programmes d'assurance qualité dans le secteur agricole partout dans le monde en définissant et en imposant un niveau unifié pour les compétences des auditeurs d'OC, le statut de vérification et le reporting, et en harmonisant l'interprétation des critères
- c) Ces référentiels sont structurés de sorte à créer des ensembles d'exigences personnalisés en fonction de la description des processus du producteur au moment de l'inscription (caractéristiques des produits et processus tels que : utilisation de l'irrigation, inclusion du traitement et de la manipulation des produits, etc.). Ces exigences sont définies sous forme de principes et critères (P&C). Le producteur génère un ensemble de règles et listes de contrôle personnalisé sur une plateforme fournie par FoodPLUS GmbH et exploitée par le secrétariat GLOBALG.A.P.
- d) FoodPLUS GmbH/le secrétariat GLOBALG.A.P. fournit le référentiel ainsi que le cadre permettant à des organismes tiers de procéder à une certification indépendante et reconnue des processus de production primaire sur la base de l'ISO/IEC 17065.
- e) Pour se voir délivrer un certificat IFA, les demandeurs doivent présenter un certain niveau de conformité défini dans les documents normatifs.

- f) Les certificats IFA peuvent être émis pour deux champs d'application différents concernant les plantes et l'aquaculture.
- g) Le référentiel IFA v6 Smart intègre des P&C en lien avec la sécurité sanitaire des aliments (traçabilité, séparation, hygiène alimentaire, etc.) et des P&C non en lien avec cette thématique (santé et sécurité des travailleurs, protection environnementale, bien-être animal, etc.).
- h) Le référentiel IFA v6 GFS intègre des P&C en lien avec la sécurité sanitaire des aliments et d'autres non en lien avec cette thématique (comme le référentiel IFA v6 Smart), les P&C en lien avec la sécurité sanitaire des aliments étant reconnus par la Global Food Safety Initiative (GFSI).
- i) Toute législation relative à un P&C qui serait plus exigeante que le référentiel GLOBALG.A.P. est prioritaire sur les exigences GLOBALG.A.P. En l'absence de législation (ou lorsque celle-ci n'est pas aussi stricte), GLOBALG.A.P. représente le niveau de conformité minimum acceptable. Respecter toute la législation applicable n'est pas en soi une condition pour la certification. L'audit réalisé par l'organisme de certification (OC) agréé GLOBALG.A.P. n'exempte en rien les agences de conformité publiques de leur responsabilité de faire appliquer la législation. La présence d'une législation relative à un P&C ne modifie pas le niveau de ce P&C en Exigence Majeure. Les niveaux des P&C doivent être conservés tels que définis dans les documents et listes de contrôle des P&C approuvés et publiés.
- j) Les définitions des termes utilisés dans les modalités générales GLOBALG.A.P. et les P&C sont indiquées dans le glossaire GLOBALG.A.P.
- k) Les annexes référencées dans les P&C sont des directives (documents d'orientation). Les directives indiquées dans les P&C et destinées à aider les producteurs à se conformer aux exigences ne constituent *pas* des documents normatifs.
- l) Seuls les produits figurant dans la liste de produits GLOBALG.A.P. publiée sur le site web GLOBALG.A.P. peuvent être inscrits pour la certification. La liste de produits GLOBALG.A.P. n'est pas fermée et peut inclure d'autres produits sur demande. Toute demande d'ajout de nouveaux produits sur la liste de produits peut être envoyée à l'adresse e-mail suivante : standard_support@globalgap.org avec les informations suivantes :
 - (i) Produit
 - (ii) Dénomination scientifique
 - (iii) Tout complément d'information (par ex., culture, utilisation, autres dénominations, photos, etc.). Ces informations peuvent également être fournies via un lien vers un site web.
- m) Le terme *doit/doivent* est utilisé dans les documents normatifs GLOBALG.A.P. pour indiquer des points à caractère obligatoire.
- n) Les OC ou organismes de vérification (OV) agréés FoodPLUS GmbH et GLOBALG.A.P. n'assument aucune responsabilité quant à la conformité du producteur à la législation applicable. Aucun audit ni aucune évaluation réalisée par les OC (ou les OV), aucune certification délivrée par ces instances ni aucune autre action entreprise par FoodPLUS GLOBALG.A.P. ou par les OC (ou les OV) n'a pour but de certifier la conformité à la législation du producteur ; ces opérations visent uniquement à certifier la conformité aux P&C GLOBALG.A.P.
- o) Les OC (ou OV) agréés FoodPLUS GmbH et GLOBALG.A.P. n'assument aucune responsabilité ni ne donnent aucune garantie, et ne peuvent donc être tenus légalement responsables, pour les points suivants :

- (i) La sécurité des produits issus de processus de production certifiés selon un référentiel GLOBALG.A.P.
- (ii) L'exactitude et l'exhaustivité des données inscrites dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P., et ce même si elles ont été saisies par les OC (ou OV) agréés GLOBALG.A.P.
- (iii) Toute infraction à une loi applicable, à d'autres référentiels ou aux meilleures pratiques via le référentiel GLOBALG.A.P. choisi et appliqué par le producteur

Le choix du référentiel GLOBALG.A.P. et son application se fait à la seule discrétion et sous la seule responsabilité du producteur. Il relève également de la responsabilité du producteur de s'assurer que le référentiel GLOBALG.A.P. est approprié à ses processus et n'occasionne aucune conséquence négative (en particulier des dommages) pour lui-même ou un tiers.

- p) En conséquence, ni FoodPLUS GmbH, ni ses employés, ni ses agents ne peuvent être tenus responsables pour toute perte, tout dommage, tous frais, charges ou coûts de quelque nature que ce soit (y compris pour des dommages consécutifs) qui pourraient incomber au producteur en raison de ou suite à une mise en conformité directe ou indirecte avec un référentiel GLOBALG.A.P., à la gestion administrative par FoodPLUS GmbH, ses employés ou ses agents, ou à la réalisation de leurs obligations respectives en relation avec un tel référentiel GLOBALG.A.P. Ce point ne s'applique toutefois pas dans la mesure où la perte, les dommages, les frais, charges et coûts surviennent suite à une négligence grave ou à un manquement volontaire, déterminé(e) par voie de justice et de façon définitive, de la part de l'une des personnes susmentionnées (pour écarter tout doute, cette restriction ne constitue pas un fondement indépendant pour une réclamation).

2 TERMINOLOGIE

Selon la terminologie ISO/IEC 17065, les termes audit/auditeur devraient être utilisés pour l'évaluation des systèmes de gestion, et les termes contrôle/contrôleur pour l'évaluation des processus. Afin de simplifier la lecture, les règles suivantes s'appliquent dans ce document :

- Lorsque l'expression « auditeur de l'OC » est utilisée, elle fait obligatoirement référence à un auditeur d'exploitation d'un OC ou à un auditeur de SGQ d'un OC.
- Lorsque l'expression « audit par l'OC » est utilisée, elle fait obligatoirement référence à un audit d'exploitation par un OC ou à un audit de SGQ par un OC.
- Lorsque l'expression « auditeur interne » est utilisée, elle fait obligatoirement référence à un auditeur d'exploitation interne ou à un auditeur de SGQ interne.
- Lorsque l'expression « audit interne » est utilisée, elle fait obligatoirement référence à un audit d'exploitation interne ou à un audit de SGQ interne.
- Lorsque le terme « producteur » est utilisé, il fait obligatoirement référence aux personnes (individus) ou entreprises (sociétés, groupements de producteurs ou producteurs individuels) qui sont légalement responsables des processus de production et des produits des champs d'application respectifs vendus par ces personnes ou entreprises.
- Lorsque l'expression « groupement de producteurs/producteur multisite » est utilisée, elle fait obligatoirement référence aux groupements de producteurs gérés par un SGQ et/ou des producteurs individuels multisites le cas échéant.
- Lorsque l'expression « membre/site » est utilisée, elle fait obligatoirement référence aux membres individuels d'un groupement de producteurs et/ou aux sites de production individuels d'un producteur multisite le cas échéant.

- Dans le texte, on emploiera les expressions « producteur certifié », « groupement de producteurs certifié », « membre du groupement de producteurs certifié » et « site de production certifié ». Cependant, les producteurs, membres de groupements de producteurs et sites de production ne sont pas eux-mêmes certifiés, ce sont leurs processus de production qui le sont.
- L'expression « produit certifié » fait référence à un produit issu d'un processus de production certifié.

3 ACCORD DE LICENCE ET DE CERTIFICATION

- a) L'accord de licence et de certification de GLOBALG.A.P. définit les droits et obligations du secrétariat GLOBALG.A.P. en tant que propriétaire du système GLOBALG.A.P., et de l'OC en tant qu'organisation neutre menant à bien des activités d'audit, de certification et d'octroi de licences dans le cadre du système GLOBALG.A.P.
- b) Pour qu'un OC demandeur obtienne et conserve le statut « agréé GLOBALG.A.P. » et soit mentionné sur le site web GLOBALG.A.P., l'accord de licence et de certification de GLOBALG.A.P., y compris ses mises à jour, doit être accepté et signé par l'OC dans le cadre de la procédure de demande.
- c) L'accord de licence et de certification de GLOBALG.A.P., l'accord de sous-licence et de certification de GLOBALG.A.P. et les modalités générales GLOBALG.A.P. se complètent et les OC agréés GLOBALG.A.P. doivent continuellement se conformer à tous ces documents.
- d) Tous les documents relatifs aux modalités générales GLOBALG.A.P. se complètent mutuellement, et les OC agréés GLOBALG.A.P. doivent se conformer en permanence à l'ensemble de ces documents.

4 PROCESSUS D'AGRÈMENT DES OC

4.1 Agrément d'un OC par GLOBALG.A.P.

4.1.1 Agrément provisoire

- a) L'OC doit suivre les étapes décrites ci-après avant de pouvoir réaliser des audits GLOBALG.A.P., d'émettre des certificats GLOBALG.A.P. (accrédités ou non) ou d'obtenir un agrément provisoire.
 - (i) Afin d'amorcer la procédure d'agrément, l'OC demandeur doit s'inscrire dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P., remplir et envoyer un formulaire de demande en anglais et s'acquitter des frais d'évaluation (se référer à la dernière version du barème des tarifs GLOBALG.A.P.) auprès du secrétariat GLOBALG.A.P.
 - (ii) Après une évaluation positive de la demande et avant tout agrément provisoire, l'OC demandeur doit effectuer les démarches suivantes :
 1. Signer l'accord de licence et de certification de GLOBALG.A.P.
 2. Régler les frais de licence OC annuels (selon la dernière version du barème des tarifs GLOBALG.A.P.)
 - (iii) Après obtention d'un agrément provisoire, mais avant la réalisation d'un quelconque audit GLOBALG.A.P., l'OC demandeur doit effectuer les démarches suivantes :
 1. Obtenir l'accès aux systèmes informatiques GLOBALG.A.P.

2. Inscrire tous ses auditeurs dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. (c'est-à-dire CB-AT)
 3. Faire suivre à tous ses auditeurs les formations GLOBALG.A.P. en ligne nécessaires et leur faire passer tous les tests pour le(s) champ(s) d'application pertinent(s)
 4. Régler les frais d'inscription pour auditeur correspondants selon la dernière version du barème des tarifs GLOBALG.A.P.
- b) Pour obtenir un agrément provisoire, un OC demandeur qui souhaiterait certifier des producteurs sous l'Option 1 doit, à titre de condition préalable, disposer d'au moins un auditeur d'exploitation d'OC (pour réaliser les audits) et d'un auditeur de SGQ d'OC (pour le comité décisionnel de l'OC) qui remplissent tous deux toutes les conditions requises en termes de qualification (pour de plus amples détails, voir la [section 8.1](#), exigences k) et l)).
- Un OC demandeur qui souhaiterait certifier des groupements de producteurs/producteurs multisites ayant un système de gestion de la qualité (SGQ) doit disposer d'au moins un auditeur de SGQ d'OC (pour les audits de SGQ) et d'au moins un autre auditeur de SGQ d'OC (pour le comité décisionnel de l'OC) remplissant tous deux toutes les conditions requises en termes de qualification.
- c) L'OC doit désigner un chargé de programme GLOBALG.A.P. (conformément à la [section 5.2](#), point a)).
- d) L'OC doit désigner un formateur interne (conformément à la [section 5.2](#) point b)) et lui faire suivre la formation à destination des formateurs internes pour le ou les champs d'application concernés, ou au minimum l'y inscrire.
- e) Un OC souhaitant délivrer des certifications selon des programmes/listes de contrôle reconnu(e)s équivalent(es) doit justifier de l'agrément qui lui a été délivré par le propriétaire du programme/de la liste de contrôle reconnu(e) équivalent(e) et remplir les conditions détaillées dans les modalités de reconnaissance de programmes GLOBALG.A.P.
- f) L'OC doit soumettre sa demande à un organisme d'accréditation pour obtenir l'accréditation suivant la norme ISO/IEC 17065 dans le(s) champ(s) d'application GLOBALG.A.P. correspondant(s) et pour les listes de contrôle reconnues équivalentes ou le programme reconnu équivalent correspondant (voir les modalités de reconnaissance de programmes GLOBALG.A.P.). Une copie de la confirmation de cette demande auprès de l'organisme d'accréditation doit être adressée au secrétariat GLOBALG.A.P.
- g) Le secrétariat GLOBALG.A.P. permettra aux OC provisoirement agréés possédant une accréditation ISO/IEC 17065 *antérieure* de délivrer un nombre limité de certificats non accrédités avant l'agrément final. Le nombre maximum de *producteurs* susceptibles de recevoir des certificats non accrédités (Option 1, 2, 3 et 4) *par champ d'application* (plantes ou aquaculture) est de 20.

Exemple 1 : un OC amené à certifier un groupement de producteurs sous l'Option 2 de 33 producteurs peut uniquement délivrer un certificat non accrédité qui ne couvrira que 20 des 33 producteurs. L'OC ne peut pas délivrer d'autres certificats à des producteurs sous l'Option 1 ou l'Option 2 tant qu'il n'a pas obtenu son accréditation. Autre possibilité : l'OC peut délivrer 20 certificats à 20 producteurs individuels sous l'Option 1 (1 certificat par producteur).

Exemple 2 : un OC peut délivrer un certificat non accrédité à un groupement de 12 producteurs sous l'Option 2, et 8 certificats non accrédités à 8 producteurs individuels sous l'Option 1 (c'est-à-dire sans lien avec le groupement sous l'Option 2, 1 certificat par producteur), pour un total de 20 producteurs.

Exemple 3 : l'OC demande l'agrément pour les champs d'application IFA des plantes et de l'aquaculture. 20 producteurs au total (producteurs sous l'Option 1 ou membres de groupements de producteurs sous l'Option 2) peuvent recevoir des certificats non accrédités pour le champ d'application IFA des plantes, et 20 producteurs peuvent recevoir des certificats non accrédités pour le champ d'application IFA de l'aquaculture.

- h) Une disposition du secrétariat GLOBALG.A.P. autorise les OC agréés provisoirement mais n'ayant *encore jamais* été accrédités ISO/IEC 17065, et n'étant pas encore accrédités pour le champ d'application GLOBALG.A.P. concerné, à délivrer un nombre limité de certificats non accrédités pendant la phase de demande d'agrément. Le nombre maximum de *producteurs* susceptibles de recevoir des certificats non accrédités *par champ d'application durant la première période d'agrément provisoire (pour ce champ d'application)* est de cinq.
- i) Les certificats non accrédités doivent se conformer aux exigences du modèle de certificat applicable, mais ne doivent faire figurer ni le logo GLOBALG.A.P., ni celui de l'organisme d'accréditation.

4.1.2 Agrément définitif

Avant de pouvoir émettre des certificats GLOBALG.A.P. accrédités et de se voir accorder l'agrément définitif, l'OC doit effectuer les démarches ci-après.

- a) L'OC doit obtenir l'accréditation ISO/IEC 17065 pour le ou les champs d'application GLOBALG.A.P. et les listes de contrôle reconnues équivalentes correspondant(e)s ou pour le programme reconnu équivalent correspondant dans les six mois à compter de la date d'agrément provisoire. Ce délai peut être prolongé si l'OC ou l'organisme d'accréditation fournit des motifs justifiés qui expliquent cette prolongation. L'OC devra soumettre ces motifs justifiés au secrétariat GLOBALG.A.P.
- b) Une fois l'accréditation obtenue, l'OC doit envoyer au secrétariat GLOBALG.A.P. une copie du document attestant son accréditation.
- c) Si l'accréditation n'a pas été obtenue dans un délai maximal d'un an, l'agrément provisoire peut être retiré. L'OC ne doit plus apparaître comme agréé provisoirement sur le site web GLOBALG.A.P. et ne doit plus délivrer de certificats GLOBALG.A.P., sauf si l'OC présente des justificatifs pour ce délai. L'OC peut réintroduire une demande d'agrément provisoire.
- d) Pour obtenir l'agrément définitif, un OC agréé provisoirement doit, à titre de condition préalable, disposer au minimum d'un formateur interne (conformément à la [section 5.2](#) point b)) ayant suivi la formation destinée aux formateurs internes disponible pour le champ d'application correspondant et ayant réussi les examens de formateur interne.
- e) L'OC doit inscrire tous ses auditeurs dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. et tenir cette liste à jour.

Les auditeurs d'exploitation et de SGQ de l'OC inscrits doivent suivre les formations GLOBALG.A.P. en ligne et en présentiel requises ainsi que passer les examens (examen en ligne pour auditeur de SGQ d'OC et/ou examen en ligne pour auditeur d'exploitation d'OC) pour le champ d'application correspondant une fois ceux-ci disponibles dans leur langue de travail (voir la section 5.2, [Formation et qualification du personnel](#)).

- f) L'OC doit payer les frais de formation correspondants pour chacun de ses auditeurs inscrits conformément à la dernière version du barème des tarifs GLOBALG.A.P.

- g) Ce n'est que quand l'OC a reçu son accréditation ISO/IEC 17065 et son agrément définitif par GLOBALG.A.P. pour le ou les champs d'application GLOBALG.A.P. et les listes de contrôle reconnues équivalentes correspondant(e)s et pour le programme reconnu équivalent correspondant que l'OC peut placer les logos/marques GLOBALG.A.P. sur le certificat.
- h) L' OC doit utiliser la déclaration, les logos/marques GLOBALG.A.P. selon les règles définies dans le document « GLOBALG.A.P. trademarks use: Policy and guidelines » (Usage de la marque GLOBALG.A.P. : Politique et lignes directrices).

4.1.3 Extension de l'agrément

- a) Les OC agréés GLOBALG.A.P. souhaitant ajouter un autre champ d'application GLOBALG.A.P. ou bénéficier de l'agrément pour d'autres référentiels GLOBALG.A.P. (par ex., référentiel PHA, HPSS, référentiel CoC, référentiel CFM), pour des modules complémentaires ou pour des listes de contrôle reconnues équivalentes doivent suivre les démarches et remplir les conditions détaillées aux [sections 4.1.1](#) et [4.1.2](#). Lorsque le référentiel nécessite une accréditation, l'OC doit demander l'accréditation du nouveau champ d'application ou référentiel avant de signer l'accord pour l'extension de l'agrément avec GLOBALG.A.P.
- b) La condition préalable à l'extension de l'agrément (statut d'agrément provisoire) est la disponibilité d'un formateur interne pour le ou les nouveaux champs d'application, modules complémentaires et/ou référentiels dans leur version en vigueur. En l'absence de possibilités de formation, l'OC doit au moins s'inscrire pour la prochaine formation à venir. L'agrément provisoire est retiré si l'OC ne participe pas à la formation de formateur interne correspondante ou échoue aux examens correspondants.
- c) Le secrétariat GLOBALG.A.P. peut délivrer automatiquement aux OC/OV déjà agréés des agréments pour certaines nouvelles versions et éditions de référentiels/modules complémentaires au cas par cas, et ce afin de faciliter le processus de transition vers les versions et éditions mises à jour. Les OC/OV qui se sont vu remettre un carton jaune ou tout autre type de sanction ayant encore cours peuvent être exclus de ce processus d'agrément automatique. Les OC/OV exclus doivent suivre la procédure de demande normale pour l'extension de leur champ d'application.

4.2 Fin de l'agrément

Si l'OC demande la résiliation de l'accord de licence et de certification de GLOBALG.A.P., les démarches suivantes doivent être entreprises :

- a) L'OC doit envoyer une demande de résiliation formelle au secrétariat GLOBALG.A.P.
- b) L'OC doit informer tous ses clients que leur recertification doit être réalisée par un autre OC.
- c) L'OC n'a pas besoin de modifier ou d'actualiser des informations dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. Si les produits ne sont pas inscrits pour le prochain cycle, une fois le certificat en cours arrivé à expiration, le nouvel OC pourra utiliser le numéro d'identification GLOBALG.A.P. du producteur (par ex., son GGN) pour les recertifier.
- d) L'OC doit être bloqué dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. et ne pourra pas inscrire de nouveaux clients ni réémettre ou étendre leurs certificats valides.
- e) L'OC doit contacter l'équipe de l'assistance clientèle pour toute modification, par exemple des modifications à apporter sur les certificats existants, l'abrègement de la validité de certificat, la modification des droits d'accès des producteurs existants, des modifications des données de base, des réclamations, etc.

- f) Si l'OC a émis des suspensions vis-à-vis de producteurs pour certains produits, l'OC doit lever la sanction avant d'être bloqué dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. ou laisser les producteurs sans certificat valide pour ces produits.
- g) L'OC doit informer l'organisme d'accréditation de sa décision.
- h) L'OC doit conserver l'accréditation pour les champs d'application/référentiels pertinents jusqu'à expiration de son dernier certificat. L'OC doit également conserver la responsabilité des certificats jusqu'à leur expiration, par ex., en cas de réclamation ou d'évaluation du programme d'intégrité de certification (CIPRO).
- i) L'OC doit figurer dans la liste du site web GLOBALG.A.P. jusqu'à expiration du dernier certificat. Un commentaire doit être ajouté indiquant que l'OC ne peut plus signer de contrat avec les producteurs ni les certifier, et que son agrément GLOBALG.A.P. prendra fin à une date définie.
- j) GLOBALG.A.P. doit décider si les frais de licence pour OC sont dus pour l'année en cours et/ou l'année suivante, et si d'autres formations sont obligatoires.

4.3 Exigences vis-à-vis des organismes d'accréditation

- a) L'organisme d'accréditation auquel l'OC soumet sa demande doit être signataire de l'Accord multilatéral de reconnaissance IAF pour la certification de produits (IAF Product MLA) pour le sous-champ d'application GLOBALG.A.P. de l'accord (niveaux 4 et 5). En outre, l'organisme d'accréditation doit avoir signé le protocole d'accord avec FoodPLUS GmbH.
- b) Les nouveaux organismes d'accréditation n'ayant jamais accrédité de référentiel GLOBALG.A.P. auparavant doivent envoyer un représentant pour participer au minimum à une formation pour formateur interne d'OC et à une formation au SGQ. Ce représentant doit suivre les formations dans leur intégralité, mais n'est pas dans l'obligation de passer/réussir les examens correspondants.
- c) Le document d'accréditation délivré par l'organisme d'accréditation à l'OC doit énoncer clairement :
 - (i) L'étendue du ou des champs d'application, référentiels et/ou programmes/listes de contrôle reconnu(e)s équivalent(e)s pour lequel(le)s il a été approuvé
 - (ii) Les modalités générales GLOBALG.A.P. et P&C applicables ainsi que leur version
 - (iii) Toute limitation ou restriction applicable (par ex., au niveau territorial, des options de certification)
- d) Une évaluation initiale d'accréditation portant sur tout champ d'application GLOBALG.A.P. doit comporter au minimum une observation (pour évaluation) d'audit au sein de chaque champ d'application demandé.

Exemple : l'OC demande à la fois l'accréditation pour les champs d'application des plantes et de l'aquaculture. L'organisme d'accréditation doit observer (pour évaluation) au minimum un audit par l'OC pour le champ d'application des plantes et un audit par l'OC pour le champ d'application de l'aquaculture afin d'accorder l'accréditation pour les deux champs d'application.
- e) L'organisme d'accréditation peut uniquement octroyer l'accréditation à l'OC pour mener des audits de groupements de producteurs sous l'Option 2 et de producteurs multisites avec SGQ sous l'Option 1 si ledit organisme d'accréditation a réalisé au minimum une observation (pour évaluation) d'audit de SGQ d'OC, peu importe le champ d'application.

Exemple : l'OC demande à la fois une accréditation pour les champs d'application des plantes et de l'aquaculture avec SGQ. L'organisme d'accréditation peut n'observer (pour évaluation) qu'un audit par l'OC pour les plantes incluant un audit du SGQ par l'OC et tout de même délivrer l'accréditation pour les deux champs d'application pour les groupements de producteurs sous l'Option 2 et les producteurs multisites sous l'Option 1 avec SGQ).

- f) Les programmes et listes de contrôle reconnu(e)s équivalent(e)s sont considéré(e)s comme des champs d'application équivalents (aux champs d'application correspondants).

Exemple : l'OC demande à la fois une accréditation pour le champ d'application IFA des plantes et pour un programme reconnu équivalent pour les plantes. L'organisme d'accréditation peut décider d'observer (pour évaluation) soit l'audit par l'OC de l'un des référentiels, soit des deux référentiels, mais accordera l'accréditation pour les deux. Cette règle s'applique également aux points d), e), et g).

- g) Durant son programme de surveillance, l'organisme d'accréditation doit réaliser des observations (pour évaluation) d'audits par l'OC pour tous les champs d'application applicables au minimum tous les quatre ans, et non automatiquement chaque champ d'application tous les ans. La sélection doit tenir compte des SGQ, et la préférence doit être donnée aux certificats de l'OC pour groupements de producteurs/producteurs multisites avec SGQ. L'organisme d'accréditation doit justifier de toute augmentation de la fréquence des observations (pour évaluation) d'audits.

Exemple : si l'OC est uniquement accrédité pour un seul champ d'application (par ex., les plantes), l'organisme d'accréditation, après accréditation initiale, peut observer (pour évaluation) un audit de certification pour les plantes par l'OC seulement une fois sur une période de quatre ans. Si l'OC est accrédité pour les champs d'application des plantes et de l'aquaculture, l'organisme d'accréditation, après accréditation initiale, peut réaliser uniquement deux observations (pour évaluation, et dans les champs d'application plantes et aquaculture) une fois tous les quatre ans.

- h) Le secrétariat GLOBALG.A.P. donne à l'organisme d'accréditation accès à tous les enregistrements du programme d'intégrité et du système de gestion des réclamations pertinents pour les organismes d'accréditation via l'Extranet à destination des organismes d'accréditation. L'organisme d'accréditation doit vérifier les renseignements figurant sur l'Extranet à destination des organismes d'accréditation au moins une fois par an et en tenir compte dans son évaluation d'accréditation suivante. Les organismes d'accréditation sont invités à participer aux évaluations CIPRO réalisées par des évaluateurs d'intégrité GLOBALG.A.P.
- i) Sur demande, l'organisme d'accréditation doit partager avec le secrétariat GLOBALG.A.P. les derniers résultats pertinents pour GLOBALG.A.P. des évaluations d'accréditation. Dans ce cas, l'OC doit en être informé.
- j) L'organisme d'accréditation doit établir à l'attention de l'OC demandeur une confirmation de demande indiquant le champ d'application de référentiel demandé.
- k) En cas de mise à jour des versions (par ex., de v6.1 à v6.2) ou lorsque de nouvelles versions sont publiées (par ex., passage de v6 à v7), l'OC doit démontrer que des changements ont été mis en œuvre, par exemple en fournissant à l'organisme d'accréditation une analyse des écarts (*gap analysis*), un justificatif de suivi de formation sur la nouvelle version par un auditeur de l'OC, des copies de procédures modifiées et un rapport d'audit interne. Dans l'idéal, l'organisme d'accréditation devrait évaluer l'adéquation de ces supports avant de mettre à jour la liste des référentiels pour lesquels l'OC est accrédité. L'organisme d'accréditation réalise une observation (pour évaluation) d'audit par l'OC suivant le cycle d'évaluation qui lui est propre. Réaliser une nouvelle évaluation au bureau de l'OC et/ou une nouvelle évaluation par observation ne constitue pas une condition préalable pour modifier la liste des référentiels pour lesquels l'OC est accrédité.

5 CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

5.1 Exigences d'ordre général

- a) Tous les points décrits dans les modalités générales GLOBALG.A.P. doivent être acceptés et intégrés dans le document relatif au fonctionnement concernant la certification GLOBALG.A.P. de l'OC pour tous les champs d'application/référentiels/modules complémentaires/listes de contrôle reconnues équivalentes, et doivent pouvoir être soumis à l'organisme d'accréditation pour évaluation.
- b) L'OC doit régler les frais correspondants tels que décrits dans le barème des tarifs GLOBALG.A.P. applicable.
- c) L'OC est chargé de communiquer à ses clients inscrits chez GLOBALG.A.P. toutes les mises à jour pertinentes, ainsi que la date de mise en application et le délai de transition pour toutes les nouvelles versions des documents normatifs GLOBALG.A.P.
- d) Les évaluateurs d'intégrité GLOBALG.A.P. doivent être autorisés à participer, sur préavis et aux frais de FoodPLUS GmbH, à des audits réalisés par l'OC.
- e) Les informations recueillies par le secrétariat GLOBALG.A.P. concernant l'OC et ses activités, y compris les enregistrements relatifs au programme d'intégrité, peuvent être consultées par l'organisme d'accréditation dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. pour faciliter l'évaluation d'accréditation.
- f) L'OC doit informer le secrétariat GLOBALG.A.P. dans les 24 heures de toute modification affectant :
 - (i) Le personnel intervenant dans la gestion du programme GLOBALG.A.P. (par ex., le chargé de programme)
 - (ii) Le personnel jouant un rôle en ce qui concerne les compétences des auditeurs, notamment les formateurs internes
 - (iii) Le fonctionnement en tant qu'OC indépendant, en particulier le retrait de l'accréditation ou tout changement structurel au sein de l'entreprise
- g) L'OC doit coopérer activement avec le secrétariat GLOBALG.A.P. lors de la gestion de réclamations en lien avec l'OC ou des producteurs sous contrat valide avec l'OC.
- h) Le secrétariat GLOBALG.A.P. peut demander à l'OC de réaliser des audits supplémentaires ou des visites sur site, annoncés comme à l'improviste, afin d'enquêter sur les réclamations.

5.2 Formation et qualification du personnel

- a) Tout OC agréé GLOBALG.A.P. doit désigner une personne de contact, appelée « chargé de programme GLOBALG.A.P. », qui représentera l'OC auprès du secrétariat GLOBALG.A.P. Cette personne :
 - (i) Doit parler couramment anglais
 - (ii) Doit disposer des qualifications nécessaires pour être au minimum auditeur d'exploitation d'OC (voir section 12, [Qualifications des auditeurs d'exploitation d'OC GLOBALG.A.P. \(Options 1 et 3\)](#)) pour l'un des champs d'application
 - (iii) Doit s'engager à contribuer à toutes les activités d'harmonisation mises en place par le secrétariat GLOBALG.A.P.
 - (iv) Doit être disponible en interne (c'est-à-dire ne pas être employée qu'occasionnellement par l'OC), et faire partie du processus de décision opérationnel et/ou de gestion de l'OC

- (v) Doit avoir être chargée de communiquer sur la performance du système de qualité de l'OC pour permettre l'établissement du bilan de gestion et apporter des améliorations en conséquence au système de l'OC
 - (vi) Doit être chargée de renvoyer au secrétariat GLOBALG.A.P. l'accusé de réception signé pour toute communication pour laquelle un envoi par courrier est requis
 - (vii) Doit être chargée de la communication avec les utilisateurs et de leur administration au sein des systèmes informatiques GLOBALG.A.P.
 - (viii) Doit répondre aux enquêtes de fonctionnement de GLOBALG.A.P. tel que demandé dans la communication (si le chargé de programme GLOBALG.A.P. n'est pas disponible, un suppléant doit assumer ces responsabilités)
 - (ix) Doit transmettre toute communication reçue du secrétariat GLOBALG.A.P. auprès de l'ensemble du personnel de l'OC impliqué dans des activités GLOBALG.A.P. dans tous les pays
 - (x) Doit assister à la formation annuelle (de réactualisation des connaissances) des chargés de programme. Cette exigence s'adresse avant tout à l'OC qui doit s'y conformer chaque année. Si un autre chargé de programme est désigné au cours de l'année, il ne lui est pas demandé de participer à cette formation de réactualisation des connaissances cette année-ci si l'ancien y a participé. Si le chargé de programme est en congé maladie (par ex., congé maternité), l'OC peut envoyer un autre représentant compétent. Si l'OC présente des sites critiques tels que définis par son organisme d'accréditation, un représentant de chaque site critique doit être présent à la réunion annuelle (de réactualisation des connaissances) des chargés de programme. Dans ce cas, des frais supplémentaires sont facturés.
 - (xi) Peut être le formateur interne
 - (xii) Si l'OC désigne un nouveau chargé de programme, cette désignation doit être communiquée dans les 24 heures au secrétariat GLOBALG.A.P.
- b) Tous les OC définitivement agréés doivent disposer d'un formateur interne à l'OC formé spécifiquement pour chaque champ d'application et version (par ex., pour le champ d'application des plantes IFA version 6), qui devra veiller à ce que tous les auditeurs GLOBALG.A.P. inscrits de l'OC satisfassent aux exigences définies aux [sections 12 et 13](#). Cette personne :
- (i) Doit avoir suivi la formation de formateur interne d'OC et réussi les examens pour le champ d'application et la version correspondant(e). Si cette personne échoue deux fois à l'examen, il lui faudra participer une nouvelle fois à la formation de formateur interne d'OC de GLOBALG.A.P. et réussir ensuite l'examen. Un troisième échec se traduira par le blocage du candidat au poste de formateur interne, et un nouveau formateur interne devra être désigné et formé.
 - (ii) Doit être disponible en interne, c'est-à-dire qu'elle ne devra pas être employée qu'occasionnellement par l'OC. Cette personne peut remplir également la fonction de chargé de programme et l'OC peut disposer de plusieurs formateurs internes couvrant différents référentiels ou champs d'application.
 - (iii) Doit se conformer au moins aux exigences en matière de qualification pour les auditeurs d'exploitation d'OC pour le champ d'application respectif. Si l'OC compte parmi ses clients des clients disposant d'un SGQ, l'un des formateurs internes doit disposer des qualifications nécessaires pour être auditeur de SGQ d'OC.
 - (iv) Doit être responsable de la formation de tous les auditeurs GLOBALG.A.P. respectifs et chargée de répondre à leurs questions techniques

- (v) Doit effectuer la formation requise dans un délai de trois mois en cas d'évolution au niveau du personnel. Si ce n'est pas faisable, cette personne doit s'inscrire dans un délai de trois mois à un cours de formation ultérieur.
 - (vi) Doit participer à des réunions de réactualisation des connaissances techniques régulières, telles qu'annoncées par le secrétariat GLOBALG.A.P.
 - (vii) Doit assurer la veille des communications formelles par le secrétariat GLOBALG.A.P., et plus particulièrement des actualités techniques (« Technical News »), et être chargée de tenir au courant les auditeurs de l'OC de ces informations
- c) Pour réaliser des audits GLOBALG.A.P., l'OC doit employer/conclure des contrats uniquement avec des auditeurs remplissant les conditions spécifiques au champ d'application GLOBALG.A.P. (voir les [sections 12](#) et [13](#)). Tous les auditeurs doivent remplir toutes les conditions spécifiques au champ d'application (deux personnes remplissant ensemble toutes les conditions d'un auditeur de SGQ d'OC ou d'auditeur d'exploitation d'OC mais ne les remplissant pas individuellement n'ont pas le droit de réaliser un audit IFA). Dans le cas d'audits combinés (dans lesquels plusieurs référentiels et/ou modules complémentaires sont audités ensemble), cependant, il est autorisé de faire appel à une équipe d'audit dans laquelle une personne remplit les conditions spécifiques au champ d'application GLOBALG.A.P. et une autre les qualifications pour un autre référentiel (par ex., pour le référentiel PHA, l'HPSS ou le référentiel CoC) ou module complémentaire.
- d) Seuls les auditeurs de SGQ d'OC remplissant les conditions en termes de qualification pour être auditeur de SGQ d'OC et ayant suivi la formation, tels que définis à la [section 13](#), peuvent réaliser des audits de SGQ (groupements de producteurs/producteurs multisites avec SGQ).

Tous les auditeurs de SGQ d'OC précédemment agréés réalisant des audits de SGQ pour la version 6 doivent suivre la formation d'auditeur de SGQ pour la version 6 et réussir l'examen une fois celui-ci disponible dans leur langue de travail.

Si les résultats de l'évaluation CIPRO font ressortir un faible niveau d'audit, l'auditeur de SGQ de l'OC respectif doit suivre à nouveau la formation d'auditeur de SGQ d'OC.

- e) Tous les auditeurs d'exploitation d'OC et auditeurs de SGQ d'OC doivent passer les examens d'auditeur d'exploitation d'OC en ligne (y compris en cas d'actualisation des examens) dans les trois mois après leur publication, dans la mesure où ceux-ci sont disponibles dans la langue de travail de l'auditeur. Le ou les formateurs internes doivent surveiller le processus afin de garantir qu'il soit suivi dans son intégralité et de façon sincère et honnête. Les nouveaux auditeurs d'OC doivent suivre l'auto-formation (en ligne) et passer les examens pour auditeur d'exploitation d'OC en ligne, si applicable, pour les champs d'application correspondants avant d'être embauchés. Lorsque des auditeurs travaillent pour plusieurs OC, ils n'ont besoin de suivre l'auto-formation et de passer l'examen d'auditeur d'exploitation d'OC en ligne pour le champ d'application correspondant qu'une seule fois ; ils doivent cependant être inscrits auprès de chaque OC pour lesquels ils travaillent. Les formateurs internes n'ont pas besoin de passer l'examen d'auditeur d'exploitation d'OC en ligne pour les champs d'application pour lesquels ils ont déjà passé l'examen de formateur interne.

- f) L'OC doit inscrire tous ses auditeurs dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. et y charger les pièces justificatives nécessaires pour prouver que les auditeurs remplissent les conditions spécifiques en matière de qualification. L'OC doit examiner ces pièces justificatives et les approuver lorsqu'elles se conforment aux exigences. Une fois approuvées par l'OC, les informations concernant l'auditeur sont soumises au secrétariat GLOBALG.A.P. pour approbation. Le secrétariat GLOBALG.A.P. se réserve le droit de bloquer les personnes qui ne remplissent pas les conditions en matière de qualification dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P.
- g) L'OC doit effectuer une observation (pour évaluation) d'audit pour chacun de ses auditeurs GLOBALG.A.P. au minimum une fois tous les quatre ans afin de s'assurer de leur compétence.
- h) L'OC doit vérifier, enregistrer et suivre l'évolution des conditions de qualification définies pour les auditeurs, notamment celles relatives à la formation initiale, aux formations de réactualisation des connaissances et à l'entretien des compétences.
- i) L'OC doit mettre en place un système d'étalonnage des compétences et de formation continu à destination de ses auditeurs. L'OC doit organiser une formation interne de réactualisation des connaissances annuelle pour les auditeurs. Des enregistrements concernant la formation doivent être conservés.
- j) L'OC doit veiller à ce que l'ensemble du personnel travaillant sur les problématiques relatives à GLOBALG.A.P. ait reçu une formation appropriée au vu des tâches réalisées (par ex., utilisation des systèmes informatiques GLOBALG.A.P.). Des enregistrements relatifs aux formations doivent être conservés et montrés sur demande.
- k) Après avoir suivi la formation de formateur interne d'OC et réussi l'examen, les auditeurs d'OC peuvent devenir « Formateur Officiel pour les référentiels GLOBALG.A.P. ». Cette procédure requiert toutefois une demande propre. Ces formateurs internes n'ont pas besoin de suivre de formation complémentaire ni de passer d'examen complémentaire à cet effet. Une liste des Formateurs Officiels est disponible sur le site web GLOBALG.A.P.

5.3 Certification des OC et communication des données de conformité à GLOBALG.A.P.

- a) La communication des données a pour objectif de permettre de connaître à tout moment, instantanément et partout dans le monde, les détails concernant la certification et la conformité de chaque demandeur inscrit. L'OC doit donc maintenir à jour les informations suivantes dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. conformément aux exigences relatives aux données d'inscription GLOBALG.A.P. et aux règles d'accès aux données GLOBALG.A.P. :
 - (i) Son statut actuel et l'historique de ses statuts
 - (ii) Ses produits
 - (iii) Sa superficie/son volume pour chaque producteur (entité juridique), pour tous les référentiels et Options (par produit), avec validation centralisée des certificats et lettres de conformité par acteurs du marché
 - (iv) Les détails concernant les audits et la conformité ; ceux-ci doivent être chargés sur Audit Online Hub (AOH) suivant les règles de téléchargement pour AOH (voir le document « Règles de téléchargement pour Audit Online Hub GLOBALG.A.P. »)
- b) Par conséquent, la transmission des données des OC à GLOBALG.A.P. doit permettre de :
 - (i) Garantir, lorsque l'OC a pris une décision d'octroi de certification, qu'aucun certificat ne soit délivré avant la mise à jour du statut « certifié » du producteur dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P.

- (ii) Garantir, dès qu'une sanction a été infligée, que le statut du producteur soit modifié dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. pour indiquer le statut en cours (le délai entre la publication de la sanction et la mise à jour des systèmes informatiques GLOBALG.A.P. ne doit pas dépasser un jour ouvré)
- (iii) Garantir que le statut de tous les producteurs soit à jour dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P.
- (iv) Garantir la disponibilité immédiate et la facilité d'accès à toutes les informations et à tous les détails des audits par l'OC (y compris les détails concernant les audits annoncés, à l'improviste et de surveillance) ainsi qu'aux détails de chaque certificat

Si le détenteur du certificat fait face à une réclamation concernant la sécurité sanitaire des aliments (c'est-à-dire qu'il est potentiellement impliqué dans une épidémie d'origine alimentaire), le bien-être global des travailleurs, la protection de l'environnement ou le bien-être animal, qu'il est impliqué dans un procès au tribunal, ou qu'un tribunal a jugé qu'il avait enfreint une loi nationale ou internationale et que ces actions peuvent mettre à mal la réputation ou la crédibilité de FoodPLUS GmbH et/ou du référentiel GLOBALG.A.P., l'OC doit en informer le secrétariat GLOBALG.A.P. dans les 24 heures.

5.4 Indépendance, impartialité, confidentialité, et intégrité des OC

- a) Conformément à la norme ISO/IEC 17065, l'OC agréé GLOBALG.A.P. doit être structuré de manière à séparer les activités susceptibles d'être à l'origine d'un conflit d'intérêts. L'ensemble du personnel de l'OC doit démontrer un haut niveau d'intégrité professionnelle et ne doit subir aucune pression d'un point de vue commercial, financier ou autre, qui soit susceptible d'affecter son jugement. Par ailleurs, il lui est formellement interdit de promouvoir un quelconque bien ou service au cours de ses activités d'audit.
- b) L'OC doit avoir mis en place des procédures pour garantir qu'un même auditeur d'exploitation d'OC n'audite pas un producteur sous l'Option 1 pendant plus de quatre années consécutives (et ce indépendamment du fait qu'il s'agisse d'un audit annoncé ou à l'improviste) (voir la [section 12.3.6](#)). Pour l'Option 2, l'auditeur de SGQ de l'OC de l'équipe d'audit doit changer régulièrement (pas plus de quatre années consécutives d'audits du même SGQ de groupement de producteurs). Cependant, les auditeurs d'exploitation d'OC de l'équipe d'audit peuvent rester les mêmes (voir la [section 13.3.6](#)).
- c) Confidentialité : toute information concernant le producteur demandeur, y compris tout détail sur les produits et les processus, les rapports d'audit et la documentation correspondante, doit être tenue confidentielle (sauf si cela est contraire à la loi). Aucune information ne doit être diffusée à des tiers sans le consentement préalable du producteur demandeur, sauf mention contraire dans les modalités générales GLOBALG.A.P. ou dans l'accord de sous-licence et de certification de GLOBALG.A.P. (y compris dans les règles d'accès aux données GLOBALG.A.P.).
- d) L'OC doit mettre en place des mesures et procédures pour prévenir les pots-de-vin et la corruption à tous les niveaux de son organisation.

6 INSCRIPTION D'UN PRODUCTEUR

La procédure d'octroi de la certification GLOBALG.A.P. doit être clairement définie dans la documentation opérationnelle de l'OC et doit se conformer aux modalités générales GLOBALG.A.P.

6.1 Remarques générales

- a) Tous les sites de production à certifier doivent être inscrits dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P.

- b) Le champ d'application du produit est lié au site de production de ce produit. Les produits issus d'un site non inscrit ne peuvent pas être inclus dans le champ d'application de la certification. De la même manière, les produits non inscrits mais cultivés/élevés sur un site inscrit ne peuvent pas être intégrés au champ d'application de la certification.
- c) Seuls des groupements de producteurs ou producteurs individuels peuvent faire une demande d'inscription de leur processus de production pour la certification GLOBALG.A.P.
- d) Un certificat et une sous-licence sont délivrés au producteur inscrit pour les sites de production assurant la production des produits (et le conditionnement le cas échéant) et pour les produits déclarés.
- e) Seul le détenteur légal du certificat (c'est-à-dire l'entité juridique qui est indiquée sur le certificat) peut commercialiser des produits faisant référence à un certificat GLOBALG.A.P. Les membres des groupements de producteurs ne sont pas les détenteurs légaux d'un certificat. De ce fait, il ne doivent pas commercialiser les produits sous leur propre nom en faisant référence au certificat du groupement de producteurs. Tous les produits qui sont vendus sans faire référence au certificat doivent être enregistrés dans le système de bilan matière du groupement de producteurs.

6.2 Inscription d'un producteur

- a) L'OC et le producteur doivent convenir des conditions applicables au « service de notification » ; l'OC doit notamment s'engager à confirmer la réception de la demande officielle pour une (première) inscription dans un délai de 28 jours. La confirmation de l'OC doit faire figurer un numéro d'identification GLOBALG.A.P. unique (par ex., un GGN, un Numéro CoC) généré par l'OC dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P.
- b) Chaque OC doit mettre en place sa propre grille tarifaire détaillée qu'il doit expliquer à ses clients potentiels, et y spécifier les frais de participation au système GLOBALG.A.P. que l'OC verse au secrétariat GLOBALG.A.P. pour chaque client.
- c) L'offre commerciale de l'OC (ou tout document utilisé à des fins similaires) signé par le demandeur doit faire figurer la durée de l'audit par l'OC et sa justification. Ce document doit donc préciser les différentes parties de l'audit par l'OC à prendre en considération (par ex., SGQ, UTP 1, UTP 2, producteur 1, producteur 2, site 1, site 2) et le temps de trajet entre les membres/sites.
- d) L'OC doit expliquer à ses clients potentiels que le paiement des frais de participation au système GLOBALG.A.P. en question ne garantit pas la délivrance d'un certificat.
- e) L'OC doit demander aux producteurs s'il leur a déjà été attribué un numéro d'identification GLOBALG.A.P. par le passé, et doit décider s'il convient d'appliquer la procédure en cas de transfert entre OC telle que définie à la [section 9](#).
- f) Si un producteur souhaite changer d'OC, l'OC receveur doit dans un premier temps, comme pour tous les producteurs demandeurs, effectuer une recherche dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. afin de vérifier le statut du producteur en question avant d'effectuer toute autre démarche.
- g) Si le producteur fait appel aux services de plusieurs OC, chaque OC doit réaliser les différents audits de façon indépendante.
 - (i) Si l'un de ces OC inflige une sanction, tous les OC qui travaillent avec ce producteur ont l'obligation de communiquer les uns avec les autres à propos de la sanction et, si nécessaire, des détails des mesures à prendre dans tous les OC.

- (ii) Pour le producteur en question, communiquer la sanction à tous les OC travaillant avec lui constitue une obligation ; toutefois, la communication pourra être faite par le secrétariat GLOBALG.A.P. qui contactera directement les OC impliqués.
- h) L'OC doit mettre en place et en œuvre des procédures pour permettre la mise à jour des données du producteur accepté, par exemple en cas de modification apportée aux sites de production ou surfaces cultivées et d'intégration/de radiation de membres au sein d'un groupement de producteurs. Au minimum, ces informations doivent être recueillies tous les ans avant chaque audit de recertification (voir les « Exigences relatives aux données d'inscription GLOBALG.A.P. »).

6.2.1 Exigences relatives aux données d'inscription

L'OC doit :

- a) Enregistrer, au cours de l'inscription, toutes les informations requises dans la section « Exigences relatives aux données d'inscription GLOBALG.A.P. »
- b) Veiller à ce que tous les membres d'un groupement de producteurs agréés par le SGQ d'un groupement de producteurs et inclus dans le registre interne du groupement de producteurs soient inscrits individuellement dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. conformément aux « Exigences relatives aux données d'inscription GLOBALG.A.P. ». Ces informations doivent être tenues à jour en permanence.
- c) Tenir à jour les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. en conséquence, conformément à la description figurant dans le wiki des systèmes informatiques GLOBALG.A.P. (wiki.globalgap.org)

6.2.2 Règles d'accès aux données

- a) L'OC doit informer le producteur de l'existence des règles d'accès aux données GLOBALG.A.P. disponibles sur le site web et les lui expliquer.
- b) L'OC doit informer le producteur de toute modification apportée aux règles d'accès aux données le cas échéant, et la lui expliquer.
- c) Les règles d'accès aux données doivent être définies et acceptées par voie de signature par le producteur lors de l'inscription auprès de l'OC. Le propriétaire des données est responsable de l'attribution et de la détermination du niveau d'accès aux données. Toutefois, le propriétaire des données peut transmettre cette responsabilité à d'autres utilisateurs (par ex., à l'OC).
- d) Protection des données : au sein du système GLOBALG.A.P., les règles d'accès aux données définissent différents niveaux d'autorisation permettant aux différentes parties utilisant le système (par ex., les producteurs, les OC, les acteurs du marché GLOBALG.A.P., le grand public) d'accéder à différents niveaux de données.

En outre, le producteur peut fournir les données personnelles le concernant à des partenaires commerciaux qu'il a préalablement autorisés, ou charger un tiers de fournir ces données. Cette autorisation peut être retirée en ligne à tout moment. Toute autre forme d'accès aux données personnelles du producteur est illégale, et est empêchée par l'opérateur des systèmes informatiques GLOBALG.A.P. conformément à la loi fédérale allemande sur la protection des données (voir les règles d'accès aux données GLOBALG.A.P. publiées sur le site web).

- e) FoodPLUS GmbH/le secrétariat GLOBALG.A.P. conserve l'historique de certification des producteurs dans ses systèmes informatiques pendant une période minimum de cinq ans.

7 PROCESSUS D'AUDIT

7.1 Champ d'application de l'audit

Lors de l'inscription, le producteur définit le champ d'application de la certification. Ce faisant, il génère un ensemble de P&C personnalisé assorti des modalités générales GLOBALG.A.P. correspondantes qui s'appliqueront pour le processus d'audit. Lors de chaque réunion d'ouverture d'audit par l'OC, l'OC doit vérifier que la liste de contrôle utilisée par le producteur pour l'auto-évaluation/l'audit interne est correcte vis-à-vis du champ d'application de la certification défini durant l'inscription.

Au moment de l'inscription, des questions concernant le processus de certification spécifique au producteur (par ex., inclusion ou non d'unités de traitement des produits (UTP), cultures couvertes/de plein champ, recours ou non à des OGM, achat d'alevins (ovules/juvéniles) complémentaires, apport d'aliments (en externe ou en interne)) sont posées afin de filtrer les P&C applicables à chaque producteur spécifique et fournir ainsi une liste de contrôle personnalisée.

L'OC doit réaliser l'audit tous les ans en s'appuyant sur la liste de contrôle complète du ou des champs d'application correspondants.

L'audit par l'OC doit couvrir :

- Tous les produits et processus de production inscrits
- Tous les sites de production inscrits
- Toutes les UTP inscrites
- Si pertinent, les sites administratifs

Pour l'Option 2 comme pour l'Option 1, l'audit par l'OC doit être organisé sur un cycle de trois ans :

- Premier audit par l'OC (pour la version 6) : toutes les exigences indiquées dans les listes de contrôle applicables (pour les audits de SGQ et d'exploitation)
- Audit consécutif par l'OC (année 2) : éléments opérationnels tels qu'identifiés dans les listes de contrôle applicables (pour les audits de SGQ et d'exploitation)
- Audit consécutif par l'OC (année 3) : éléments opérationnels tels qu'identifiés dans les listes de contrôle applicables (pour les audits de SGQ et d'exploitation)
- Audit de recertification : toutes les exigences indiquées dans les listes de contrôle applicables (pour les audits de SGQ et d'exploitation), comme pour l'audit initial par l'OC

L'OC peut réaliser des audits supplémentaires ou des visites sur site, annoncés comme à l'improviste, afin d'enquêter sur les réclamations.

7.2 Producteurs sans SGQ sous l'Option 1

Pour plus d'informations sur les producteurs individuels sans SGQ sous l'Option 1, voir le document « Modalités générales GLOBALG.A.P. – Règles applicables aux producteurs individuels ».

7.2.1 Audits annoncés d'exploitation par l'OC

- a) Les audits annoncés d'exploitation par l'OC doivent suivre le cycle sur trois ans décrit à la [section 7.1](#).
- b) L'OC peut répartir son audit annoncé d'exploitation sur deux étapes : une étape hors site et une étape sur site. Les deux étapes doivent être réalisées par le même auditeur d'exploitation de l'OC.

- c) La [section 7.6](#) fournit plus de détails sur la façon d'utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC) lors de l'étape hors site d'un audit (Option 1 ou Option 2) (sur le modèle de l'IAF MD4:2018).
- d) L'étape hors site doit être réalisée au maximum quatre semaines (28 jours) avant l'étape sur site. Cette étape doit se composer d'un examen de la documentation transmise à l'OC par le producteur avant l'étape sur site. L'OC doit définir une date à laquelle le producteur doit présenter au plus tard les documents à évaluer hors site. Cette date doit également déclencher le délai de quatre semaines pour la réalisation de l'étape sur site.
- e) Parmi les documents pouvant être audités hors site par l'auditeur de l'OC figurent notamment l'auto-évaluation, les évaluations des risques, les procédures requises par différents P&C, le plan de santé vétérinaire relatif à l'aquaculture, les programmes d'analyse (fréquence, paramètres, emplacements), les rapports d'analyse, les licences, la liste des médicaments utilisés, la liste des produits phytopharmaceutiques utilisés, les justificatifs d'accréditation des laboratoires, les certificats ou rapports d'évaluation pour les activités sous-traitées et les enregistrements des applications de produits phytopharmaceutiques, engrais/fertilisants ou médicaments. La documentation peut être étayée par des entretiens et un audit par l'OC des équipements et installations réalisé à distance.
- f) L'étape hors site doit faire l'objet d'un enregistrement sur la liste de contrôle de l'audit. Le nombre de commentaires consignés pour les P&C spécifiques doit s'avérer suffisant. Des commentaires doivent être fournis pour tous les P&C Exigence Majeure et Exigence Mineure non conformes ou non applicables, sauf mention contraire dans la directive sur la méthodologie de l'audit, si celle-ci est disponible.
- g) La date, l'heure et la durée des étapes sur site et hors site de chaque audit par l'OC doivent être enregistrées par l'auditeur de l'OC, et signées ou confirmées spécifiquement par e-mail par le producteur.
- h) L'étape sur site doit être réalisée après l'étape hors site et consiste en un audit par l'OC sur site du reste de la liste de contrôle, du processus de production et des sites/UTP inscrit(e)s, et en la vérification des informations déjà étudiées hors site. L'étape sur site inclut au minimum le contrôle des bonnes pratiques agricoles et des exigences en termes de sécurité sanitaire des aliments afin de déterminer s'il y a conformité.
- i) Si des non-conformités globales sont détectées durant le processus d'audit de l'exploitation par l'OC (étapes hors site et sur site considérées ensemble), le délai pour les résoudre commence à courir à compter de la réunion de clôture sur site, lorsque les résultats de l'audit sont signés ou spécifiquement confirmés par e-mail par le producteur.
- j) Ce système ne réduit pas la durée totale de l'audit par l'OC (voir les exigences en matière de durée d'audit par l'OC dans les règles spécifiques aux champs d'application), mais permet d'utiliser le temps disponible sur site de manière plus efficace. La durée de l'étape sur site ne doit jamais être inférieure à deux heures.

7.2.2 Durée de l'audit d'exploitation par l'OC

- a) Le rapport d'audit doit comporter un enregistrement de la durée de l'audit d'exploitation par l'OC (heure de début et de fin de chaque journée).
- b) Pour être reconnue suffisante, la durée de l'audit d'exploitation par l'OC doit permettre à l'auditeur d'exploitation de l'OC d'animer une réunion d'ouverture avec la direction de l'exploitation (par ex., pour reconfirmer le champ d'application), d'auditer tous les P&C applicables, d'auditer le processus de production de tous les produits inclus dans le champ d'application, de se rendre sur tous les sites de production, stockage, transformation et autres sites critiques (par ex., les sources d'eau), de réaliser un audit de

l'équipement employé, de s'entretenir avec des membres du personnel, d'évaluer les enregistrements, de remplir la liste de contrôle en apportant suffisamment de commentaires et de présenter les résultats au producteur lors d'une réunion de clôture immédiatement après la fin de l'audit d'exploitation.

- c) Des conditions et directives supplémentaires au sujet de la durée minimale pour un audit d'exploitation par l'OC figurent dans les règles spécifiques au champ d'application respectif.

7.3 Groupements de producteurs sous l'Option 2 et producteurs multisites avec SGQ sous l'Option 1

7.3.1 Audits annoncés de SGQ par l'OC

- a) Les audits annoncés de SGQ par l'OC doivent suivre le cycle de trois ans décrit à la [section 7.1](#).
- b) L'audit du SGQ par l'OC doit comporter un échantillonnage de ces composantes (par ex., membres du groupement de producteurs, sites de production, UTP, documents, enregistrements) en vue d'auditer la conformité au référentiel correspondant et permettre la certification. Toute la documentation, tous les sites, le personnel et les opérations déclarés par le groupement de producteurs/le producteur multisite comme afférents à la mise en œuvre et à l'administration du SGQ tel que décrit dans le document « Modalités générales GLOBALG.A.P. – Règles applicables aux groupements de producteurs et producteurs multisites avec SGQ » doivent être évalués.
- c) L'objectif de l'audit du SGQ par l'OC est d'évaluer si le SGQ mis en œuvre garantit que toutes les composantes du système remplissent les conditions requises pour la certification telles que définies par le ou les champs d'application correspondants.
- d) L'audit du SGQ par l'OC est divisé en :
 - (i) Un audit du SGQ (y compris des UTP centralisées le cas échéant)
 - (ii) Un audit d'un échantillon de membres du groupement de producteurs/sites de production/traitement (voir les « Modalités générales GLOBALG.A.P. – Règles applicables aux groupements de producteurs et producteurs multisites avec SGQ »)
- e) L'OC doit envoyer le programme de l'audit au représentant du SGQ avant de procéder à son audit du SGQ.
- f) L'audit du SGQ par l'OC doit être réalisé au bureau central/centre administratif du groupement de producteurs/producteur multisite, ainsi que dans la ou les UTP centralisées.
- g) L'audit du SGQ par l'OC doit prendre au minimum six à huit heures, en fonction de la taille du groupement de producteurs/producteur multisite, et doit comporter :
 - (i) Une réunion d'ouverture avec la direction
 - (ii) Un examen de l'ensemble de la documentation afférente
 - (iii) Une évaluation des enregistrements
 - (iv) Une évaluation des qualifications des auditeurs de SGQ internes et des auditeurs d'exploitation internes
 - (v) Un examen des audits du SGQ internes et des audits d'exploitation internes
 - (vi) Un examen de la traçabilité et des exigences en termes de bilan matière
 - (vii) Des entretiens avec des membres du personnel impliqués

- (viii) Une réunion de clôture, qui visera notamment à expliquer les non-conformités globales identifiées au niveau du SGQ
- h) Dans le cadre de l'audit du SGQ par l'OC, les résultats des audits externes et internes sont comparés afin de déterminer si les contrôles internes du demandeur sont adaptés.
- i) La réunion clôturant l'audit du SGQ par l'OC dans son ensemble doit avoir lieu uniquement une fois le SGQ, les UTP et l'échantillon minimum de membres/sites audités. L'intégralité de l'audit du SGQ (audit des UTP centralisées et échantillon des membres/sites y compris) doit être réalisée dans un délai maximum d'un mois. Le rapport final de l'audit par l'OC doit comporter toutes les conclusions et les résultats finaux pour le groupement de producteurs/producteur multisite dans son intégralité et doit être présenté lors de la réunion de clôture. Un représentant du SGQ doit signer le rapport ou confirmer spécifiquement son contenu par e-mail. Les 28 jours impartis pour résoudre toute non-conformité globale identifiée doivent être comptés à partir de cette date.
- j) La date de la réunion de clôture est considérée comme la date du rapport d'audit ; elle doit être enregistrée dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. en tant que date d'audit par l'OC. L'auditeur du SGQ de l'OC doit être présent lors de la réunion de clôture.

7.3.2 Étapes sur site et hors site de l'audit du SGQ par l'OC

- a) L'OC peut répartir son audit annoncé du SGQ sur deux étapes : une étape hors site, et une étape sur site. Les deux étapes doivent être réalisées par le même auditeur de SGQ de l'OC.
- b) La [section 7.6](#) fournit plus de détails sur la façon d'utiliser les TIC lors de l'étape hors site d'un audit par l'OC (Option 1 ou Option 2) (sur le modèle de l'IAF MD4:2018).
- c) L'étape hors site doit être réalisée au maximum quatre semaines (28 jours) avant l'étape sur site. Cette étape doit se composer d'un examen de la documentation transmise à l'OC par le SGQ avant l'étape sur site. L'OC doit définir une date à laquelle le SGQ doit présenter au plus tard les documents à auditer hors site. Cette date doit déclencher le délai de quatre semaines pour la réalisation de l'étape sur site.
- d) Parmi les documents pouvant être audités hors site par l'OC figurent notamment les rapports d'audit du SGQ interne, les rapports d'audit d'exploitation interne, le registre interne des membres/sites agréés, les évaluations des risques, les procédures, la documentation relative au système de surveillance des résidus (fréquence, paramètres, programme de prélèvement), les rapports d'analyse des résidus, les licences, la liste des médicaments utilisés, la liste des produits phytopharmaceutiques utilisés, les justificatifs d'accréditation des laboratoires, les certificats et les rapports internes sur les activités sous-traitées. La documentation peut être étayée par des entretiens et un audit par l'OC des équipements et installations réalisé à distance.
- e) L'étape hors site doit être enregistrée dans la liste de contrôle du SGQ avec suffisamment de commentaires au sujet des justificatifs contrôlés.
- f) La date, l'heure et la durée des étapes sur site et hors site de chaque audit du SGQ par l'OC doivent être enregistrées par l'auditeur du SGQ de l'OC, et signées ou confirmées spécifiquement par e-mail par le producteur.
- g) L'étape sur site est réalisée après l'étape hors site et consiste en un audit sur site des points restants de la liste de contrôle du SGQ, auquel s'ajoute la vérification des informations étudiées hors site et du fonctionnement du SGQ sur site (par ex., audits internes, traçabilité, séparation et bilan matière, UTP centralisées, etc.).

- h) Si des non-conformités globales sont détectées durant le processus d'audit par l'OC (étapes hors site et sur site considérées ensemble), le délai pour les résoudre commence à courir à compter de la réunion de clôture finale sur site, lorsque les résultats de l'audit sont signés ou spécifiquement confirmés par e-mail par le producteur.
- i) Ce système ne diminue pas la durée totale de l'audit par l'OC mais permet d'exploiter le temps disponible sur site de manière plus efficace. La durée de l'étape sur site ne doit jamais être inférieure à trois heures.

7.3.3 Audit par l'OC des membres/sites et UTP

7.3.3.1 Catégorisation du risque

Cette section s'applique uniquement au référentiel IFA v6 GFS. Voir la [section 14.1](#) pour de plus amples informations.

7.3.3.2 Audits de certification/recertification annuels

- a) Pour de plus amples informations sur l'échantillonnage et/ou la sélection de membres/sites, voir le tableau 2 de la section 6 : « Synthèse des audits dans le référentiel IFA v6 Smart » des « Modalités générales GLOBALG.A.P. – Règles applicables aux groupements de producteurs et producteurs multisites avec SGQ ».
- b) L'OC doit procéder à la sélection finale et à la communication de la liste des membres/sites à auditer aux représentants du SGQ durant son audit du SGQ (étape sur site) en s'appuyant sur les critères déterminés en fonction de la structure du groupement de producteurs/producteur multisite et définis au sein d'une procédure d'échantillonnage basée sur le risque.
- c) En règle générale, la sélection finale et la communication au SGQ des membres/sites à auditer ne doit pas prendre plus de 48 heures (deux jours ouvrés) par membre/site.
- d) Les OC peuvent, sur la base de critères justifiés, augmenter le nombre total de membres/sites inscrits inclus dans l'échantillon. Le groupement de producteurs/producteur multisite a le droit de faire appel d'une telle décision. Les motifs dûment justifiés de l'augmentation peuvent reposer sur un ou plusieurs des points suivants :
 - (i) Le non-respect d'exigences importantes vis-à-vis du SGQ et/ou du traitement et de la manipulation des produits affectant la conformité des membres/sites
 - (ii) Des réclamations de clients, par ex., la détection de taux de résidus de pesticides supérieurs aux seuils légaux
 - (iii) Des incohérences importantes entre les rapports d'audit interne et les conclusions de l'audit par l'OC
 - (iv) La possible nécessité de déterminer si certaines conclusions au niveau de l'exploitation ont une origine structurelle ou non
 - (v) Le nombre de produits
 - (vi) Les types d'activités sur site
- e) Les producteurs doivent être regroupés par type de production dans le champ d'application respectif. En voici quelques exemples, qui ne sont pas limitatifs :
 - (i) Pour les plantes : cultures couvertes, production de plein champ ou plantes pérennes
 - (ii) Pour l'aquaculture : activités en eau douce ou sites en mer

Exemple 1a : si un groupement de producteurs (64 au total) est audité pour le champ d'application des plantes GLOBALG.A.P. et que l'ensemble de la production se déroule en plein champ, la taille de l'échantillon correspond à la racine carrée du nombre total de producteurs (8).

Exemple 1b : si, dans un groupement de producteurs de 64 membres, 16 élèvent des espèces d'aquaculture en eau douce et 48 sur des sites en pleine mer, on auditera la racine carrée du nombre de membres du groupement de producteurs pour chaque type de production. La racine carrée de 48 étant 7 et la racine carrée de 16 étant 4, on auditera donc un total de $7 + 4 = 11$ producteurs.

Exemple 2 : un groupement de producteurs compte au total 96 membres inscrits pour la certification IFA, avec les plantes comme champ d'application. Sur les 96 membres,

- 43 produisent des pommes ;
- 10 produisent des pommes et des tomates en serres ;
- 5 produisent des pommes et des tomates en serres et des tomates en plein champ.
- Les autres producteurs (38 producteurs) produisent des carottes en plein champ.

Autrement dit :

- 58 producteurs produisent des cultures pérennes (pommes) ;
- 15 producteurs produisent des cultures couvertes (tomates en serres) ;
- 43 producteurs produisent des cultures en plein champ (tomates et carottes).

L'échantillon doit comprendre :

$\sqrt{58} = 8$ producteurs produisant des pommes

$\sqrt{15} = 4$ producteurs produisant des tomates en serres

$\sqrt{43} = 7$ producteurs produisant des cultures en plein champ

Pendant l'audit, si l'OC sélectionne un producteur produisant des pommes, des tomates en serres et des carottes et/ou tomates en plein champ, l'auditeur de l'OC couvre les trois différents types de production en même temps.

- f) La taille minimale de l'échantillon correspond à la racine carrée du nombre de producteurs inscrits par champ d'application et type de production. La racine carrée doit être arrondie au nombre entier supérieur s'il y a des décimales. Lors de l'audit par l'OC de chacun des membres/sites sélectionnés, tous les produits inscrits doivent être audités.

Exemple 1 : un demandeur possède 4 sites de production inscrits. L'OC, après avoir mené son audit du SGQ, décide que la taille de l'échantillon correspond à la racine carrée de ce nombre de sites. 2 sites ($\sqrt{4}$) doivent donc être audités lors de cet audit initial par l'OC.

Exemple 2 : un groupement de producteurs se compose de 64 membres dont 48 demandent la certification pour le champ d'application de l'aquaculture, et 16 pour les plantes. La taille minimum de l'échantillon pour chaque champ d'application est de : $\sqrt{48} + \sqrt{16} = 7 + 4 = 11$ producteurs à faire auditer par l'OC.

- g) Tous les éléments définis dans le périmètre de l'audit relatifs aux membres/sites inclus dans l'échantillon doivent être couverts. Les audits doivent couvrir :
- Tous les champs d'application pour lesquels les membres/sites sont inscrits
 - Tous les types de production (voir point e)
 - Tous les produits inscrits pour la certification cultivés/élevés par les membres/sur les sites

Les audits par l'OC réalisés chez des membres/sites pour lesquels on compte plus d'un type de production ou champ d'application comptent comme un audit par l'OC pour chaque champ d'application ou type de production.

Exemple 1 : types de production multiples :

Un groupement de producteurs compte 53 producteurs de tomates. 28 cultivent leurs produits uniquement dans des serres, 17 uniquement en plein champ et 8 en serres et en plein champ.

La taille minimale de l'échantillon est alors :

- Pour les cultures en plein champ : $17 + 8 = 25 \Rightarrow \sqrt{25} = 5$ (nombre minimal de producteurs)
- Pour les cultures couvertes : $28 + 8 = 36 \Rightarrow \sqrt{36} = 6$ (nombre minimal de producteurs)

Toutefois, le nombre minimal de producteurs à auditer est de 8 ($\sqrt{53}$).

- h) La sélection doit prendre en considération les facteurs de risque, les nouveaux producteurs et permettre un type de sélection aléatoire. Les facteurs d'inclusion dans l'échantillon initial ou dans les échantillons pour les évaluations consécutives peuvent être les suivants : des activités à plus haut risque, un statut spécial pour un membre du groupement de producteurs, le nombre de produits, les résultats des audits par l'OC précédents, les membres producteurs multisites, des enregistrements de réclamations, des variations dans la taille des sites, des variations dans les horaires postés, des modifications depuis le dernier audit de certification, des problèmes environnementaux ou une variabilité des conditions environnementales, la pluralité des langues parlées ou des pratiques culturelles sur les sites et la distribution géographique.

La possibilité de se trouver inclus dans l'échantillon de membres du groupement de producteurs choisi par l'OC doit être plus grande pour les producteurs qui changent de groupement de producteurs.

- i) Si un membre du groupement de producteurs est un producteur multisite avec SGQ, son SGQ doit fusionner avec le SGQ centralisé du groupement de producteurs, comme il ne doit y avoir qu'un seul SGQ pour l'ensemble du groupement de producteurs. Dans ce type de cas, c'est le membre du groupement de producteurs (entité juridique) multisite qui doit être pris en compte pour le calcul de la taille de l'échantillon, et non le nombre de sites. L'OC doit auditer la racine carrée du nombre des sites de ce membre lors de son audit si ce membre du groupement de producteurs est choisi pour faire partie de l'échantillon. Cependant, lors des audits d'exploitation internes, tous les sites d'un membre du groupement de producteurs doivent être audités.

Exemple : dans un groupement de producteurs comptant 25 membres, l'un des membres du groupement de producteurs est catégorisé comme membre multisite (avec quatre sites). L'OC doit auditer 5 membres (racine carrée de 25). Si le membre du groupement de producteurs multisite est choisi dans les 5 membres de l'échantillon, deux (racine carrée de quatre) de ses sites doivent être audités, si bien qu'un total de six sites sont audités pour le groupement de producteurs.

7.3.3.3 Audit de surveillance par l'OC durant la période de validité du certificat

- a) Les audits de certification/recertification et de surveillance par l'OC doivent être réalisés en deux visites distinctes devant être espacées au minimum de 30 jours l'une de l'autre.
- b) Les audits de surveillance par l'OC doivent être menés au minimum auprès de la moitié de la racine carrée du nombre réel de membres/sites certifiés.
- c) Dans tous les cas, en temps normal, la sélection finale et la communication au SGQ des membres/sites de production à auditer ne doit pas prendre plus de 48 heures (deux jours ouvrés) par membre/site.

7.3.4 Audit par l'OC des UTP (groupement de producteurs/producteurs multisites)

- a) L'OC doit auditer les UTP centralisées (c'est-à-dire les UTP utilisées par plusieurs membres/sites), en s'appuyant sur la liste de contrôle combinant SGQ et traitement et manipulation des produits mise à disposition par GLOBALG.A.P.
- b) Pour le champ d'application des plantes, au minimum la racine carrée du nombre d'UTP centralisées doit être auditée tous les ans (au moment où celles-ci sont en cours d'exploitation).

- c) Pour le champ d'application de l'aquaculture, procéder par échantillonnage pour les UTP n'est pas permis.
- d) Lorsque le traitement et la manipulation des produits ne sont pas centralisés mais effectués sur les sites de production des membres du groupement de producteurs, ce facteur doit être pris en compte au moment de déterminer l'échantillon de membres du groupement à auditer. Dans ce cas, l'OC doit utiliser la liste de contrôle de l'audit d'exploitation, exigences vis-à-vis du traitement et de la manipulation des produits y comprises, pour chaque membre du groupement de producteurs audité.
- e) Dans le cadre des audits internes, toutes les UTP doivent être auditées.

7.4 Audits à l'improviste par l'OC

- a) Lors des audits consécutifs par l'OC, au minimum 10 % des détenteurs de certificat de l'OC doivent faire l'objet d'un audit à l'improviste. Le calcul des 10 % doit être réalisé pour chaque champ d'application et pour chaque référentiel couvert par les présentes modalités générales GLOBALG.A.P. (référentiel IFA v6 Smart, référentiel IFA v6 GFS, HPSS et référentiel PHA).
- b) La sélection des 10 % ne doit pas uniquement tenir compte du nombre total, elle doit aussi être faite sur la base des risques et facteurs possibles tels que la géographie, la législation (lorsque l'OC recouvre plusieurs juridictions), le type de culture, les antécédents de conformité, etc.
- c) Ces 10 % doivent être calculés sur une période de 12 mois. Le nombre d'audits à l'improviste par l'OC par période de 12 mois doit correspondre à 10 % des certificats avec SGQ délivrés, et à 10 % des certificats sans SGQ délivrés.
- d) Ces 10 % doivent être répartis entre les pays où l'OC compte des détenteurs de certificat, et ces derniers doivent être représentatifs des pays.
- e) Il doit y avoir, au minimum, un audit à l'improviste par l'OC par an, par champ d'application et par option (avec SGQ et sans SGQ) ; par exemple, si l'OC compte ≤10 producteurs sans SGQ sous l'Option 1, au moins un producteur doit être audité à l'improviste. Si l'OC compte ≤10 détenteurs de certificat Option 2 et/ou Option 1 avec SGQ, au moins l'un d'entre eux doit être audité à l'improviste par an.
- f) Les OC comptant seulement un détenteur de certificat Option 2/Option 1 avec SGQ doivent réaliser un audit à l'improviste du SGQ au moins tous les deux ans.
- g) La notification annonçant l'audit à l'improviste par l'OC ne doit pas être communiquée plus de 48 heures (deux jours) à l'avance. Dans le cas exceptionnel où il serait impossible pour le détenteur du certificat d'accepter la date proposée (pour des raisons médicales ou d'autres motifs justifiables), le détenteur du certificat aura encore la possibilité d'être informé d'un audit à l'improviste par l'OC. Le motif doit être justifié par des preuves objectives (par ex., un document médical).

Si aucune preuve n'est apportée pour justifier le motif, le producteur doit accepter l'audit à l'improviste par l'OC ou être suspendu. Le producteur doit recevoir un avertissement écrit si la première date proposée n'a pas été acceptée, peu importe que le rejet soit justifié ou non. Le producteur recevra une nouvelle notification de 48 heures pour un nouvel audit à l'improviste par l'OC. Si cet audit ne peut avoir lieu, une suspension de tous les produits (c'est-à-dire une suspension de certificat) est alors émise. La suspension pourra être levée une fois l'audit à l'improviste par l'OC réalisé.

- h) Lors de l'inscription, le détenteur du certificat peut indiquer un maximum de 15 jours durant lesquels il ne sera pas disponible pour un audit à l'improviste par l'OC.

7.5 Audits par l'OC de programmes/listes de contrôle reconnu(e) équivalent(e)s

- a) **Reconnaissance des programmes** : les programmes présentés pour être reconnus sont soumis à un examen visant à évaluer leur équivalence sur la base d'une comparaison entre les critères de contenu et de performance du système présenté et ceux des modalités générales et P&C GLOBALG.A.P. Lorsqu'un propriétaire de liste de contrôle demande à ce que celle-ci soit reconnue, sa liste de contrôle est soumise à un examen visant à évaluer son équivalence sur la base d'une comparaison entre les critères de contenu et de performance du système présenté et ceux des P&C GLOBALG.A.P. Voir les modalités de reconnaissance des programmes pour plus d'informations.
- b) **Règles relatives aux programmes** : pour les listes de contrôle reconnues équivalentes, les modalités générales GLOBALG.A.P. s'appliquent. Pour les programmes reconnus équivalents, voir les règles s'appliquant au programme correspondant.
- c) **Validation de l'équivalence** : le producteur sera le détenteur du certificat une fois certifié. Pour que la certification soit validée, toutes les entités juridiques doivent être inscrites dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P.
- d) **OC agréés GLOBALG.A.P.** : toute certification selon un programme ou une liste de contrôle reconnu(e) équivalent(e) doit être réalisée par des OC agréés soit par GLOBALG.A.P. soit par le propriétaire du programme/de la liste de contrôle correspondant(e) selon les modalités de reconnaissance de programmes GLOBALG.A.P.
- e) **Fréquence** : le programme reconnu équivalent doit garantir la vérification des producteurs selon les règles applicables aux producteurs individuels sans SGQ et aux producteurs individuels ou groupements de producteurs avec SGQ.

7.6 Utilisation des TIC lors de l'étape hors site d'un audit par l'OC (Option 1 ou Option 2) (sur le modèle de l'IAF MD4:2018)

Les TIC font référence à l'utilisation des technologies permettant de collecter, enregistrer, récupérer, traiter, analyser et transmettre des informations. Elles incluent les logiciels et le matériel tels que les smartphones, appareils portables, ordinateurs portables, ordinateurs de bureau, drones, caméras, périphériques mobiles, IA, e-mails, etc.

7.6.1 Sécurité et confidentialité

Conformément aux mesures et réglementations en matière de sécurité de l'information et de protection des données, avant l'audit par l'OC, l'utilisation des TIC à des fins d'audit doit faire l'objet d'un accord mutuel entre le producteur et l'OC qui effectue l'audit. Les enregistrements vidéo et/ou audio, les captures d'écran et la conservation des preuves et pièces justificatives doivent également faire l'objet d'un accord mutuel. L'OC doit conserver des enregistrements de l'accord. Si aucune preuve d'accord n'est disponible, les TIC ne devront pas être utilisées pour l'étape hors site.

7.6.2 Planification et programmation

- a) La faisabilité de l'audit par l'OC doit être déterminée afin de garantir que les objectifs de l'audit peuvent être atteints. À cet effet, il convient de prendre en compte certains facteurs, et notamment :
 - (i) Les informations : elles doivent être suffisantes et adéquates pour que l'OC puisse organiser et effectuer son audit
 - (ii) La coopération de la part du producteur, qui doit être adéquate
 - (iii) Le temps et les ressources : ils doivent être adéquats pour que l'OC puisse effectuer son audit

- b) L'OC doit définir les critères d'éligibilité qui détermineront à quel moment il conviendra d'effectuer un audit par l'OC à l'aide des TIC. Exemples de critères pouvant rendre les producteurs éligibles à un audit par l'OC faisant appel aux TIC :
 - (i) Un délai acceptable pour effectuer l'audit hors site
 - (ii) La capacité du producteur à désigner un ou plusieurs représentants qui sont en mesure de communiquer avec l'auditeur de l'OC dans la même langue et d'utiliser la plateforme qui a été convenue
 - (iii) La capacité et l'aptitude de l'OC à effectuer l'étape hors site en utilisant le moyen/la plateforme choisi(e)
 - (iv) La disponibilité d'une liste d'activités, de zones, d'informations, et de personnel à inclure lors de l'étape hors site
- c) Avant de pouvoir mener l'étape hors site, l'OC doit :
 - (i) Spécifier la plateforme (par ex., application de conférence virtuelle, technologie portable, appel téléphonique/vidéo, application de messagerie, drones ou autres plateformes) qui hébergera l'audit par l'OC. Cette plateforme doit faire l'objet d'un accord entre l'OC et le producteur.
 - (ii) Expliquer au producteur les documents, activités, installations qui pourront être audités par transmission vidéo (« streaming » en temps réel) et qui seront évalués sur la base d'enregistrements/d'informations enregistrées. Si applicable, l'OC doit également indiquer au producteur les personnes avec lesquelles il conviendrait de mener un entretien.
 - (iii) Tester la compatibilité de la plateforme TIC entre l'OC et le producteur avant l'audit par l'OC. Un rendez-vous d'essai utilisant les mêmes plateformes numériques que celles ayant fait l'objet de l'accord doit avoir lieu afin de garantir que l'audit par l'OC programmé peut être effectué comme prévu.
 - (iv) Encourager et envisager l'utilisation de webcams, caméras, etc. si l'évaluation physique d'un événement est souhaitée ou nécessaire.

Si le recours aux TIC n'est pas possible pour des raisons techniques (par ex., absence de connexion téléphonique ou internet sur l'exploitation), l'étape hors site est limitée à un examen des documents ou enregistrements.

7.6.3 Étape hors site faisant appel aux TIC

- a) Dans la mesure du possible, l'étape hors site doit être réalisée dans un environnement silencieux afin d'éviter les interférences et les bruits environnants (par ex., via des haut-parleurs).
- b) Les deux parties devront faire de leur mieux pour confirmer ce qui a été entendu, affirmé et lu au cours de l'audit par l'OC.
- c) L'étape hors site doit être réalisée de la même manière que l'étape sur site, comme indiqué dans les modalités générales GLOBALG.A.P. (par ex., réunion d'ouverture, clarification des conclusions, non-conformités globales).
- d) L'heure de début, l'heure de fin et les participants de l'étape hors site doivent être enregistrés. Les pièces documentant les réunions d'ouverture et de clôture doivent être enregistrées même s'il y a eu plusieurs sessions. Un accusé de réception électronique équivaut à une « signature », telle que demandée à la [section 8.1](#), point d).

- e) Le fait que l'audit par l'OC soit effectué hors site, le logiciel utilisé et tout problème technique rencontré lors de l'audit par l'OC doivent être consignés dans le rapport de l'audit par l'OC.
- f) S'il n'est pas possible de maintenir des connexions ou conditions satisfaisantes pendant la durée programmée de l'étape hors site, l'auditeur de l'OC peut mettre fin à l'audit par l'OC avant l'heure prévue. Cette information doit être enregistrée dans le rapport de l'audit par l'OC.
- g) L'audit par l'OC peut être poursuivi ultérieurement, mais seulement si l'OC et le producteur donnent tous les deux leur accord. La poursuite de l'étape hors site devra être conforme à l'organisation décrite ci-dessus. Cela devra être confirmé lors de la réunion d'ouverture.
- h) L'auditeur de l'OC doit avoir conscience des risques et opportunités liées aux TIC et des impacts que ces risques et opportunités pourraient avoir sur la crédibilité et l'objectivité des informations recueillies. Il relève de la responsabilité de l'OC de former son auditeur en conséquence.
- i) Les moyens (outils) de vérification suivants peuvent être utilisés :
 - (i) Entretiens avec le producteur individuel ou le représentant du groupement de producteurs. Les entretiens avec les travailleurs peuvent avoir lieu par téléphone ou visioconférence.
 - (ii) Visioconférences durant lesquelles le producteur individuel ou le représentant du groupement de producteurs montre des enregistrements.
 - (iii) Visioconférences durant lesquelles le producteur individuel ou le représentant du groupement de producteurs transmet en vidéo et en direct des images du site/des installations à l'auditeur de l'OC. Tous les faits observés doivent cependant être enregistrés dans la liste de contrôle. La transmission vidéo en direct d'images du site/de l'installation peut être effectuée par le producteur individuel ou le représentant du groupement de producteurs, ou encore par une personne désignée par l'OC qui n'est pas nécessairement un auditeur.
 - (iv) Envoi instantané de photos/vidéos lors des entretiens. Les fichiers doivent fournir des informations sur l'heure et la géolocalisation du lieu, ou bien ces informations doivent être rendues disponibles par d'autres moyens.
- j) Le rapport de l'audit par l'OC doit indiquer des détails sur les différents moyens (outils) utilisés lors de l'audit par l'OC afin de démontrer la bonne exécution de la présente procédure.
- k) L'OC doit indiquer au producteur quand, comment, pourquoi et quoi enregistrer (format vidéo y compris) ou photographier. L'OC doit également indiquer quelles seront les pièces conservées en tant que preuves, pourquoi, et pendant combien de temps. Le producteur doit donner son accord et, le cas échéant, son consentement puis envoyer/soumettre/transmettre les preuves à l'OC en respectant le délai convenu.

7.7 GLOBALG.A.P. Full Remote – non applicable à l'HPSS et aux référentiels IFA v6 GFS et PHA

GLOBALG.A.P. Full Remote est une procédure de crise utilisable en cas de restrictions sur les voyages/déplacements vers certains pays ou certaines régions en raison de pandémies, guerres, catastrophes naturelles, etc. Pour mettre en œuvre cette solution, l'OC doit utiliser la procédure décrite sous « GLOBALG.A.P. Full Remote ».

8 PROCESSUS DE CERTIFICATION

8.1 Remarques générales

- a) Dans le cas d'un producteur multisite sans SGQ sous l'Option 1, tous les sites de production où des produits inscrits pour la certification sont produits doivent être audités avant que le certificat ne puisse être émis. Dans ce cas, même si l'OC utilise une liste de contrôle par site en interne, tous les résultats de ces listes doivent être combinés en un résultat qui sera reporté sur une seule liste de contrôle incluant tous les sites inscrits et résumant le résultat pour l'entité juridique dans son ensemble (producteur).
- b) Dans le cas d'un producteur multisite avec SGQ sous l'Option 1 ou dans le cas d'un groupement de producteurs, une liste de contrôle doit être remplie pour le SGQ, et une liste par membre/site/UTP inclus dans l'échantillon. Dans ce cas, le résultat n'est pas résumé mais rapporté séparément pour chaque membre/site, pour chaque UTP, et pour le SGQ. Le résultat (date et durée inclus) pour chaque membre/site doit être confirmé par le responsable du membre/du site/de l'UTP (par sa signature au bas de la liste de contrôle ou des conclusions, avec mention de la date et de la durée).
- c) Dans les deux cas cités ci-dessus, une fois l'ensemble du processus d'audit par l'OC terminé, l'OC doit produire un rapport écrit exhaustif récapitulant l'activité d'audit, fournissant des preuves objectives et des informations sur la façon dont le producteur se conforme aux exigences du référentiel, et, si applicable, énumérer toutes les non-conformités (mineures) et/ou non-conformités globales identifiées.
- d) Le producteur individuel ou représentant du groupement de producteurs doit signer ou confirmer le résultat de l'audit par l'OC (y compris, au minimum, la date et la durée de l'audit par l'OC (heure de début et de fin), le nom de l'auditeur de l'OC, le champ d'application de l'audit par l'OC, les sites, membres du groupement de producteurs et installations audité(e)s, le niveau de conformité exprimé en % selon les différents niveaux de P&C et la liste des conclusions) lors de la réunion de clôture. Une confirmation documentée ou électronique du producteur est considérée comme équivalente à la signature du producteur et donc acceptée en tant que telle. Dans le cas d'une signature électronique, celle-ci doit être authentique et valide (les images JPG ne sont donc pas considérées comme des signatures valides).
- e) La conformité est indiquée par un « Oui » (pour « conforme »), « Non » (pour « non conforme ») et « N/A » (pour « non applicable »). Les P&C pour lesquels figure la mention « Ne peut être N/A » ne peuvent pas être considérés comme « non applicables ». Dans des cas exceptionnels où les P&C ne sont pas applicables, la réponse doit être « Oui » avec une justification claire.
- f) Des commentaires doivent être enregistrés conformément à la directive sur la méthodologie de l'audit, lorsque disponible, afin de permettre un examen de la piste d'audit après l'événement. Les commentaires doivent indiquer des détails sur les preuves contrôlées lors de l'audit par l'OC. S'il n'existe aucune directive en matière de méthodologie d'audit pour un champ d'application ou référentiel donné, il est obligatoire d'indiquer des commentaires pour tous les P&C Exigence Majeure et du SGQ conformes, non conformes ou non applicables, ainsi que pour tous les P&C Exigence Mineure non conformes et non applicables audités lors de tout audit par l'OC. Cette règle s'applique aussi bien pour les audits par l'OC que pour les audits internes. Dans le cas des auto-évaluations (Option 1 sans SGQ), il est obligatoire de fournir des commentaires pour toutes les Exigences Majeures et Exigences Mineures non conformes et non applicables uniquement.

Les commentaires et les preuves portant sur le(s) document(s) qui a (ont) été examiné(s), sur les travailleurs interrogés, etc., doivent être spécifiques à un site et à un produit et inclus dans la liste de contrôle pour garantir que tous les P&C ont été correctement audités pour tous les sites et produits applicables.

- g) Le rapport de l'audit par l'OC doit renseigner :
- (i) Tous les champs de données indiqués comme requis sur Audit Online Hub (notes concernant le contrôle précédent)
 - (ii) Le champ d'application de l'audit par l'OC : l'entreprise, le site, l'UTP et les informations concernant le produit conformément aux exigences relatives aux données d'inscription GLOBALG.A.P.
 - (iii) Le calcul du total des P&C Exigence Majeure, Exigence Mineure et Recommandation applicables, et du % de conformité obtenu pour chaque niveau
 - (iv) La liste des non-conformités (mineures), des non-conformités globales et des mesures de suivi convenues avec le producteur (incluant les P&C correspondants, la conclusion détaillée fondée sur des preuves objectives, le délai pour les mesures correctives, une description des mesures correctives convenues avec le producteur, des références à des preuves objectives de mise en œuvre des mesures correctives, les résultats d'évaluation des mesures correctives (non résolu/résolu) et les dates correspondantes de ces actions)
 - (v) La conclusion sur la conformité du producteur
 - (vi) Le nom du ou des contrôleurs (cette information peut également être enregistrée dans un autre document défini dans les procédures de l'OC ou dans le logiciel de gestion de la certification de l'OC)
 - (vii) Le statut du rapport de l'audit par l'OC, c'est-à-dire provisoire ou final (l'OC peut définir encore d'autres statuts de rapport d'audit)
- h) Si disponible, l'OC doit utiliser le modèle de rapport d'audit publié dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P.
- i) Le rapport de l'audit par l'OC doit constituer la base sur laquelle fonder une décision d'octroi de certificat.
- j) Si la certification doit être émise pour des groupements de producteurs sous l'Option 2 ou pour des producteurs multisites avec SGQ sous l'Option 1, la personne prenant la décision d'octroi de la certification ou au moins l'un des membres du comité décisionnel de l'OC doit remplir les conditions de qualification définies pour les auditeurs de SGQ d'OC à la [section 13](#) pour le champ d'application pour lequel le certificat est émis.
- k) Si la décision d'octroi de la certification est prise pour un site unique ou pour des producteurs multisites sans SGQ sous l'Option 1, la personne prenant la décision d'octroi de la certification ou au moins l'un des membres du comité décisionnel de l'OC doit remplir les conditions de qualification définies pour les auditeurs de SGQ d'OC à la [section 13](#) ou pour les auditeurs d'exploitation d'OC à la [section 12](#) pour le champ d'application pour lequel le certificat est émis, et en outre les conditions de qualifications et de compétences techniques définies pour les auditeurs de SGQ d'OC à la [section 13.3.1, point a](#).
- l) La date de décision d'octroi de la certification peut être enregistrée autre part/dans le système de l'OC, et non nécessairement dans le rapport de l'audit par l'OC ; dans tous les cas, elle doit cependant être enregistrée dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P.

- m) Sur demande, des copies du rapport de l'audit par l'OC, les preuves objectives de la mise en œuvre des mesures correctives et/ou la liste de contrôle de l'audit entièrement remplie doivent être transmises aux autorités de réglementation, conformément à la législation nationale applicable. Ces pièces doivent également être fournies par défaut au secrétariat GLOBALG.A.P. et, sur demande, à l'organisme d'accréditation. Toute autre communication de ces pièces ne pourra être faite que si le producteur y autorise l'accès sur accord écrit.
- n) Les rapports de l'OC (par ex., le rapport d'audit, le rapport sur les mesures correctives) ainsi que la liste de contrôle de l'audit entièrement remplie communiqués à des tiers doivent être protégés contre l'écriture ou contrôlés de façon à empêcher toute modification ou altération non autorisée avant transmission.
- o) La liste de contrôle de l'audit entièrement remplie doit renseigner tous les P&C applicables, les commentaires requis, les conclusions et les preuves objectives de la mise en œuvre des corrections et/ou mesures correctives.
- p) Lorsque les pays de destination (tels qu'enregistrés dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P.) incluent les États-Unis et/ou le Canada, l'OC doit fournir le rapport final de son audit avec la liste de contrôle remplie au producteur, et ce au plus tard au moment de la décision d'octroi de la certification.
- q) De plus, si l'un des producteurs le demande, l'OC doit fournir le rapport complet de son audit avec liste de contrôle remplie dans les cinq jours ouvrés après la prise de décision concernant la certification. L'OC n'a pas l'obligation d'envoyer un rapport avant que celui-ci n'ait fait l'objet d'un examen technique interne. Si le rapport de l'audit par l'OC généré automatiquement (liste de contrôle y comprise) est mis à disposition dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P., c'est ce rapport qui doit être utilisé.
- r) Si le secrétariat GLOBALG.A.P. l'exige, le rapport de l'audit par l'OC et la liste de contrôle complète de l'audit doivent être téléchargés/transférés vers les systèmes informatiques GLOBALG.A.P.
- s) L'OC doit avoir mis en place des procédures permettant de procéder, le cas échéant, à la traduction des rapports.

8.2 Non-conformité globale du producteur et sanctions

Voir également la section sur les sanctions dans les documents « Modalités générales GLOBALG.A.P. – Règles applicables aux producteurs individuels » et « Modalités générales GLOBALG.A.P. – Règles applicables aux groupements de producteurs et producteurs multisites avec SGQ ».

- a) Toutes les corrections et mesures correctives doivent être évaluées, avec des éclaircissements qui montreront si la ou les mesures prises et la ou les preuves fournies suffisent à mettre fin à la non-conformité globale.
- b) La preuve de la correction des non-conformités globales peut être apportée sous forme de documents et/ou de photos. Les preuves doivent être classées et tenues à la disposition du secrétariat GLOBALG.A.P. sur demande.
- c) Il peut arriver que la démonstration de la correction d'une non-conformité globale ne puisse être confirmée que par une nouvelle visite de l'exploitation ou une évaluation à distance via les TIC. Dans ce cas, il pourra en découler des frais.
- d) La vérification du plan de mesures correctives et de la mise en œuvre desdites mesures doit être réalisée, en règle générale, par le même auditeur d'OC qui a mené l'audit, ou par un autre auditeur de l'OC qualifié pour le champ d'application et/ou le référentiel correspondants.

- e) Toutes les non-conformités globales aux exigences vis-à-vis du SGQ doivent être corrigées avant qu'un certificat ne puisse être émis.
- f) Des mesures correctives satisfaisantes doivent avoir été mises en place pour que le membre/site puisse présenter le niveau requis pour son agrément avant qu'un certificat ne puisse être délivré au groupement de producteurs/producteur multisite.
- g) Levée des sanctions : les sanctions ne sont pas levées au terme de la validité du certificat, mais restent en vigueur pour l'entité juridique jusqu'à la correction de la non-conformité globale.

8.3 Exigences relatives au certificat

- a) Après avoir décidé de l'octroi de la certification, l'OC doit émettre un certificat dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P.
- b) Ce certificat peut uniquement être délivré sur la base des informations disponibles à ce moment-là dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. pour ce numéro d'identification GLOBALG.A.P. unique.
- c) La liste de tous les producteurs, sites de production et UTP auquel(le)s se rapporte le certificat doit être publiée dans une annexe à laquelle le certificat fera référence. L'OC doit tenir cette liste à jour.

Les OC peuvent délivrer d'autres documents relatifs au statut du producteur (inscrit, audité, etc.) que le certificat, dans la mesure où il est clair que ceux-ci ne sont pas des certificats et que chacun d'eux mentionne la phrase « Le statut GLOBALG.A.P. actuel de ce producteur est toujours affiché sur www.globalgap.org/search ».

8.4 Prolongation de la validité du certificat

- a) La période de validité du certificat peut être prolongée au-delà de la période habituelle de 12 mois pour une période de 4 mois maximum, mais uniquement pour un motif valable qui doit être enregistré.
- b) Dans ce cas, l'OC doit toujours avoir un formulaire d'inscription rempli et signé ainsi qu'un contrat de certification signé pour la certification suivante avant qu'une prolongation puisse être accordée.

Note : si l'OC ou le producteur souhaite prolonger la période de validité d'un certificat, l'OC doit disposer d'une confirmation écrite du producteur pour la prolongation et indiquer clairement que cette mesure entraîne l'impossibilité de changer d'OC pour le certificat suivant.

- c) Dès que la période de prolongation est entamée, les frais de participation au système GLOBALG.A.P. pour le certificat suivant sont dus dans leur intégralité, et le producteur doit les régler auprès de l'OC qui a émis le certificat en cours de validité.
- d) Le producteur doit être à nouveau audité durant cette période de prolongation.
- e) Le producteur ne peut changer d'OC pour le certificat suivant celui pour lequel il a obtenu une prolongation.
- f) Si le certificat a expiré depuis plus de 12 mois, l'OC doit appliquer les règles applicables à un audit initial par l'OC.

9 TRANSFERT ENTRE OC

9.1 Remarques générales

- a) Cette section explique comment procéder si des producteurs inscrits dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. passent de leur OC d'origine agréé GLOBALG.A.P. (ci-après désigné sous le nom de « OC émetteur ») à un autre OC agréé GLOBALG.A.P. (ci-après désigné sous le nom de « OC receveur »). L'objectif est de veiller à ce que l'intégrité des certificats GLOBALG.A.P. délivrés par un OC soit conservée, et de garantir que l'historique d'un producteur au sein de GLOBALG.A.P. soit pris en compte dans le processus d'examen lors de la signature d'un contrat avec un OC agréé GLOBALG.A.P.
- b) Il s'agit ici de conditions minimales exigées pour le transfert de producteurs inscrits dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. entre OC agréés GLOBALG.A.P. Les OC peuvent mettre en œuvre d'autres procédures ou mesures plus strictes que celles présentées ici, dans la mesure où elles ne restreignent pas abusivement ou de façon injuste la liberté d'un producteur de choisir un OC.
- c) Seuls des producteurs inscrits dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. peuvent changer d'OC. Tous les producteurs doivent d'abord faire le nécessaire pour lever toute éventuelle sanction en cours avant de pouvoir changer d'OC. Si un producteur sanctionné souhaite changer d'OC et que le de certificat est déjà arrivé à expiration, l'OC émetteur peut exceptionnellement lever la non-conformité globale d'un certificat expiré sans avoir obtenu des preuves des mesures correctives. Dans ce cas, toutefois, l'OC émetteur doit s'assurer que l'OC receveur est parfaitement au courant de la cause de la non-conformité globale.
- d) Au cours de l'inscription de tout nouveau producteur, l'OC doit demander des informations concernant les numéros d'identification GLOBALG.A.P. précédents (tel que demandé dans les exigences relatives aux données d'inscription GLOBALG.A.P.). L'OC receveur doit conserver le numéro d'identification GLOBALG.A.P. existant du producteur transféré. Les doubles inscriptions ne sont pas autorisées (c'est-à-dire qu'un producteur individuel ou groupement de producteurs ne peut avoir qu'un seul numéro d'identification GLOBALG.A.P., même si ce même producteur individuel ou groupement de producteurs adhère à plusieurs OC). Si le producteur déclare les informations concernant son numéro d'identification GLOBALG.A.P. précédent au cours de son inscription mais qu'une double inscription se produit malgré tout, l'OC doit payer une amende de 200 € par producteur individuel et de 700 € par groupement de producteurs affecté. Si la double inscription est due au fait que le demandeur n'a pas donné les bonnes informations à l'OC (et donc qu'elle n'est pas à mettre au compte de l'OC), l'amende s'applique tout de même, mais il n'en est pas tenu compte dans le calcul des KPI de l'OC.
- e) Avant d'accepter le transfert, l'OC receveur doit clore le processus d'inscription et conclure un accord de sous-licence et de certification avec le producteur. Le transfert de producteurs entre OC a lieu après expiration du certificat du producteur, et s'il n'existe pas de contrat de prestations contraignant entre le producteur et l'OC émetteur.
- f) Le producteur doit s'inscrire auprès d'un autre OC (OC receveur) pour le certificat suivant.
- g) L'OC émetteur peut raccourcir la durée de validité du certificat émis afin de faciliter le transfert, mais toujours en accord avec le producteur et en coordination avec l'OC receveur afin d'éviter toute interruption dans la certification.
- h) Si la signature de l'accord de sous-licence et de certification de GLOBALG.A.P. et la date d'audit par l'OC sont postérieures à la date d'expiration du certificat de l'OC émetteur, il y aura un délai pendant lequel le producteur n'aura pas de certificat valable.

- i) Toutefois, si la signature de l'accord de sous-licence et de certification de GLOBALG.A.P. et éventuellement la date d'audit par l'OC sont antérieures à la date d'expiration du certificat de l'OC émetteur, la décision d'octroi de la certification ne peut prendre effet qu'à l'expiration du certificat précédent.
- j) L'OC émetteur reste responsable jusqu'à expiration de son certificat. Le producteur peut signer un accord de sous-licence et de certification de GLOBALG.A.P. avec l'OC receveur lorsqu'il est sous contrat avec l'OC émetteur. L'accord de sous-licence et de certification de GLOBALG.A.P. n'est contraignant pour l'OC receveur qu'à partir du moment où l'OC émetteur a publié le numéro d'identification GLOBALG.A.P. unique du producteur dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P.
- k) Si, durant la période de validité du certificat délivré par l'OC émetteur, l'OC receveur détecte des non-conformités globales non résolues après 28 jours, l'OC receveur informe l'OC émetteur au sujet des non-conformités globales décelées de sorte que ce dernier puisse prendre des mesures de suivi appropriées.
- l) Dans le cas d'un transfert, l'inscription de produits dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. peut ne pas être finalisée avant l'audit par l'OC, et la décision d'octroi de la certification peut ne pas être prise dans les 28 jours après l'audit par l'OC/la résolution des non-conformités globales.

9.2 Transfert durant la période de prolongation de la validité du certificat

- a) S'il y a eu prolongation de la période de validité, le producteur ne peut changer d'OC durant 12 mois après la date de validité du certificat d'origine.
- b) Si l'audit réalisé par l'OC receveur a été mené durant la période de prolongation de la validité du certificat (prolongation octroyée par l'OC émetteur) et que l'OC receveur, avant son audit, n'a pas demandé à l'OC émetteur de mettre fin au contrat, alors le producteur ne peut changer d'OC et doit rester avec l'OC émetteur pour la période de 12 mois suivant la date de validité du certificat d'origine.
- c) Toute dérogation au point b) peut uniquement être accordée si l'OC émetteur demande explicitement à ce qu'il soit mis fin à la prolongation et autorise le secrétariat GLOBALG.A.P. à transférer le numéro d'identification GLOBALG.A.P. unique à l'OC receveur. Le secrétariat GLOBALG.A.P. traitera uniquement les demandes de transfert provenant de l'OC émetteur ayant prolongé la période de validité du certificat. La décision de libérer un client sous contrat valide revient entièrement à l'OC émetteur.
- d) Si le transfert est accordé, la validité du certificat émis par l'OC receveur doit être de 12 mois auxquels on retire la période de prolongation octroyée par l'OC émetteur. L'OC receveur doit demander le certificat précédent à l'OC émetteur ou au producteur pour connaître la date de validité d'origine.

10 SANCTIONS ENVERS LES OC

10.1 Règles générales

- a) FoodPLUS GmbH a mis sur pied un comité de contrôle de l'intégrité qui décide au cas par cas comment appliquer les sanctions envers les OC définies dans le document « Catalogue des sanctions envers les organismes de certification GLOBALG.A.P. ».
- b) Ce comité de contrôle de l'intégrité se compose de :
 - (i) Trois membres permanents et deux suppléants
 - (ii) Des représentants du secrétariat GLOBALG.A.P. qui participent aux réunions du comité de contrôle de l'intégrité

- (iii) Un représentant des organismes d'accréditation qui peut participer en tant qu'observateur indépendant
 - (iv) Un observateur du secteur public qui peut participer, mais sans droit de vote
 - (v) Un représentant du propriétaire du programme/de la liste de contrôle reconnu(e) équivalent(e) invité par le comité de contrôle de l'intégrité
- c) Le comité de contrôle de l'intégrité peut prendre n'importe quelle mesure parmi celles mentionnées ci-dessous :
- (i) Infliger des sanctions conformément à la définition fournie à la [section 11.3](#) du présent document
 - (ii) Demander des évaluations CIPRO complémentaires/supplémentaires des OC
 - (iii) Décider que l'OC sanctionné doit payer les frais de l'évaluation ou de la/des réévaluation(s) (le tarif pour toute évaluation et le temps de trajet nécessaire est de 1 000 € par jour, frais de déplacements compris. S'il est prévu que l'évaluation dure plus de trois jours, le comité de contrôle de l'intégrité doit donner son approbation.)
 - (iv) Infliger des amendes
 - (v) Exiger de l'OC qu'il rembourse les frais directement liés à l'enquête et au processus de sanction d'un cas particulier (la charge de la preuve pour le montant exact des frais incombe au secrétariat GLOBALG.A.P.)
 - (vi) Conseiller au secrétariat GLOBALG.A.P. d'annuler le contrat avec l'OC concerné
 - (vii) Exiger que des auditeurs donnés de l'OC dont les performances n'étaient pas conformes aux exigences des modalités générales GLOBALG.A.P. soient formés en interne ou repassent l'examen en ligne pour formateur interne ou auditeur d'exploitation d'OC en présence d'un représentant du secrétariat GLOBALG.A.P., les frais pour l'examen supplémentaire et autres dépenses étant à la charge de l'OC
 - (viii) Exiger que des auditeurs donnés de l'OC participent à une formation agréée GLOBALG.A.P., les frais de participation, d'examen et autres étant à la charge de l'OC
 - (ix) Suspendre directement un auditeur d'OC, ou annuler son inscription en fonction du résultat d'une ou de plusieurs évaluations CIPRO (c'est-à-dire interdire à l'auditeur de mener des audits pour l'OC dans le système GLOBALG.A.P.) (cette sanction ne s'applique pas à l'OC mais au seul auditeur de l'OC)
- d) Par défaut, les sanctions s'appliquent à l'OC dans son ensemble, référentiels, champs d'application et modules complémentaires inclus. Le comité de contrôle de l'intégrité peut cependant limiter les sanctions (par ex., au niveau d'un champ d'application ou d'une zone géographique). Si la sanction est infligée vis-à-vis d'un champ d'application, elle doit être étendue à tous les modules complémentaires dépendant de ce champ d'application pour leur validité.
- e) Les niveaux 1 à 5 des sanctions (voir la [section 11.3](#)) ne se suivent pas nécessairement (un OC peut recevoir un carton rouge après un premier avertissement en raison de saisies incomplètes dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. et sauter au niveau 4 immédiatement suite au résultat de l'évaluation CIPRO).
- f) Les sanctions sont communiquées à l'organisme d'accréditation concerné et, si applicable, au propriétaire du programme/de la liste de contrôle reconnu(e) équivalent(e).

- g) En cas de suspension d'un OC par l'organisme d'accréditation, ou si un OC a perdu son accréditation en raison d'autres circonstances, l'OC n'est pas autorisé à délivrer de nouveaux certificats. La décision du comité de contrôle de l'intégrité doit tenir compte du motif de la suspension afin de déterminer si les certificats existants délivrés par l'OC sont encore valables et doit envisager la possibilité de délivrer un carton rouge.
- h) Le propriétaire du programme/de la liste de contrôle reconnu(e) équivalent(e) peut demander au secrétariat GLOBALG.A.P. de réaliser des évaluations CIPRO supplémentaires outre celles déjà initiées. FoodPLUS GmbH peut facturer des frais à part pour ces évaluations supplémentaires.
- i) Dans le cas de non-conformités globales détectées non pas lors des évaluations CIPRO (voir section 11, [Programme d'intégrité de certification](#)) mais durant la planification et la préparation des évaluations CIPRO ou dans le cadre des processus de gestion administrative de l'OC, des questions posées à l'assistance clientèle, de l'agrément de l'OC, de la gestion de réclamations, etc., le secrétariat GLOBALG.A.P. infligera des sanctions conformément au catalogue de sanctions envers les OC prédéfini (voir le document « Catalogue de sanctions envers les organismes de certification GLOBALG.A.P. ») afin de traiter directement et immédiatement les problèmes de non-conformité globale.
- j) Toute contestation de la sanction infligée par le secrétariat GLOBALG.A.P. ou par le comité de contrôle de l'intégrité doit être reçue dans les cinq jours ouvrés à compter de la réception de la notification de sanction. Le comité de contrôle de l'intégrité ou le secrétariat GLOBALG.A.P. examine alors la contestation. Toute deuxième contestation d'une sanction reconfirmée par le comité de contrôle de l'intégrité est soumise à la procédure d'arbitrage décrite dans l'accord de licence et de certification de GLOBALG.A.P. et dans la convention avec les propriétaires de programmes/listes de contrôle reconnu(e)s équivalent(e)s.

10.2 Types de non-conformité globale

Il existe deux types de non-conformité globale qui peuvent entraîner la prise de sanctions à l'encontre d'OC.

10.2.1 Non-conformités globales contractuelles

Les non-conformités globales contractuelles sont les cas où un OC ne respecte pas un contrat signé avec GLOBALG.A.P. Ces situations peuvent être les suivantes (liste non exhaustive) :

- a) Communication mensongère ou trompeuse sur la certification GLOBALG.A.P. et/ou utilisation frauduleuse du logo
- b) Refus de signer l'accord de licence et de certification de GLOBALG.A.P. et tous les amendements relatifs après un délai fixé par le secrétariat GLOBALG.A.P.
- c) Défaut de paiement pour des frais GLOBALG.A.P.
- d) Non-présentation de la preuve de l'accréditation dans les délais fixés lors de l'agrément de l'OC
- e) Fraude confirmée
- f) Perte d'accréditation (basée sur la décision de l'organisme d'accréditation)

10.2.2 Non-conformités globales aux modalités générales et référentiels GLOBALG.A.P.

Les non-conformités globales aux modalités générales ou référentiels GLOBALG.A.P. sont les cas où un OC ne respecte pas les modalités générales GLOBALG.A.P. ou ne remplit pas les conditions des référentiels GLOBALG.A.P. correspondants. Exemples de telles non-conformités globales (liste non exhaustive) :

- a) Absence aux formations annuelles obligatoires des OC
- b) Non-respect des conditions de formation en ligne
- c) Téléchargement incomplet ou tardif des données de certification
- d) Données d'inscription et d'audit non fiables
- e) Aucune réponse aux communications officielles GLOBALG.A.P. et/ou aux réclamations
- f) Fraude confirmée
- g) Non-application des directives d'interprétation nationales, sauf sur justification communiquée au secrétariat GLOBALG.A.P.
- h) Conflit d'intérêts (par ex., consultation et certification)
- i) Retard dans la mise en application ou non-application des sanctions envers les producteurs
- j) Formation interne insuffisante
- k) Non-conformité au champ d'application des audits par l'OC
- l) Non-respect des conditions à remplir par les OC en termes de fonctionnement et des délais, par exemple : absence de réaction face aux mesures correctives ou retard dans la délivrance des certificats

11 PROGRAMME D'INTÉGRITÉ DE CERTIFICATION

Le programme d'intégrité GLOBALG.A.P. recouvre un certain nombre d'activités qui sont toutes interconnectées. Celles-ci comprennent : l'explication du système et l'harmonisation des critères des référentiels concernés via différents types de formations à destination des OC, l'administration de l'agrément des OC, la surveillance des performances des OC via des évaluations CIPRO, le maintien de l'intégrité de la marque GLOBALG.A.P., les mesures visant à garantir l'exhaustivité et l'exactitude des informations figurant dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P., les enquêtes en cas de réclamations (y compris celles en lien avec les résidus dans les produits certifiés) et l'assistance clientèle.

Le programme CIPRO prend en compte les risques et propose différents types d'évaluation :

- a) Évaluations de bureau pour vérifier la performance de certification de l'OC (à distance et sur site)
- b) Évaluations des producteurs pour vérifier la performance de certification de l'OC (à distance et sur site), avec possibilité de prélèvement de produits ou autres échantillons (par ex., l'eau) pour analyse
- c) Examen à distance de listes de contrôle (pour les listes chargées dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P.)
- d) Observations (pour évaluation) d'audits par l'OC pour contrôler la performance d'audit de l'OC
- e) Enquête sur site dans le cadre de réclamations

11.1 Examen et classement des résultats d'évaluation

- a) Chaque évaluation est documentée via un rapport d'évaluation CIPRO. Un représentant de chaque site évalué (producteur individuel, groupement de producteurs ou bureau d'OC) doit signer le rapport d'évaluation. Dans le cas des évaluations de producteurs, un représentant de l'OC, si présent, signe également le rapport.
- b) On attendra de l'OC qu'il effectue un suivi des résultats de l'évaluation CIPRO et veille à ce que le producteur se conforme aux exigences de certification.
- c) Chaque rapport d'évaluation CIPRO est envoyé à l'OC, à l'organisme d'accréditation et, le cas échéant, au propriétaire du programme/de la liste de contrôle reconnu(e) équivalent(e). Les organismes d'accréditation sont encouragés à s'en servir comme donnée de départ pour leur prochaine évaluation. Les OC et le propriétaire du programme/de la liste de contrôle reconnu(e) équivalent(e) doivent utiliser ces rapports comme retour d'informations à des fins de gestion dans le cadre de leurs procédures d'amélioration continue.
- d) S'il ressort d'un rapport d'évaluation CIPRO confidentiel ou de plusieurs de ces rapports que l'OC ne peut démontrer aucune amélioration par rapport aux évaluations précédentes ou seulement une très faible performance, le secrétariat GLOBALG.A.P. peut suggérer de faire examiner le cas par le comité de contrôle de l'intégrité. L'OC sera informé du classement de performance proposé et aura la possibilité de répondre sous forme de déclaration par écrit dans un délai de 14 jours après notification. L'organisme d'accréditation correspondant et, le cas échéant, le propriétaire du programme/de la liste de contrôle reconnu(e) équivalent(e) concerné, doivent également être avertis par le secrétariat GLOBALG.A.P.
- e) Le comité de contrôle de l'intégrité prend ses décisions en se basant sur toutes les données suivantes :
 - (i) Les rapports d'évaluation individuels présentés par le secrétariat GLOBALG.A.P. prenant en considération toutes les évaluations précédentes
 - (ii) Le classement de performance proposé par le secrétariat GLOBALG.A.P.
 - (iii) La déclaration écrite de l'OC (retour d'informations)
- f) Les rapports d'évaluation présentés au comité de contrôle de l'intégrité sont anonymes et ne révèlent pas le nom du ou des OC impliqué(s).
- g) Le secrétariat GLOBALG.A.P. peut demander un résumé des mesures de suivi, mais pas nécessairement exiger un plan de mesures correctives dans chaque cas.

11.2 Classement du rapport d'évaluation CIPRO

Le classement suivant est utilisé pour noter la performance de l'OC au vu de différents aspects du processus de certification (par ex., processus d'inscription, rigueur des audits par l'OC aussi bien au niveau du SGQ qu'au niveau de l'exploitation, planification et durée de l'audit, examen technique des fichiers et décision d'octroi de la certification), résultant à la fois en un score global pour les rapports individuels et dans le classement global de l'OC proposé par le secrétariat GLOBALG.A.P. au comité de contrôle de l'intégrité :

Catégorie 1

(i) Définition

Une performance inacceptable, qui met la compétence générale de l'OC en question : des infractions graves aux règles GLOBALG.A.P. ou d'un programme reconnu équivalent sont constatées.

Ces infractions peuvent être (liste non exhaustive – des preuves objectives devront être fournies) :

- Ignorance délibérée et/ou répétée des règlements de GLOBALG.A.P. ou d'un programme reconnu équivalent, ou manquement à ces règlements
- Utilisation abusive de la licence délivrée par GLOBALG.A.P. ou un programme/une liste de contrôle reconnu(e) équivalent(e)
- Défaillance(s) technique(s) grave(s) dans la procédure d'audit par l'OC
- Fraude vérifiée (par ex., utilisation de données frauduleuses dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. et/ou dans le ou les rapports des audits par l'OC)

(ii) Procédure

- a) Une ou plusieurs évaluations CIPRO ultérieures peuvent être envisagées pour chercher à déterminer si le manquement est à considérer comme un incident isolé ou s'il s'agit d'une manière de travailler en général. Cependant une seule évaluation pourra suffire pour aboutir à un classement dans la catégorie 1.
- b) L'OC est immédiatement signalé auprès du comité de contrôle de l'intégrité et doit mettre en œuvre sans délai des corrections/mesures correctives au niveau du détenteur de certificat et à son propre niveau.
- c) L'OC communique les mesures correctives qu'il prend immédiatement au secrétariat GLOBALG.A.P. et, le cas échéant, au propriétaire du programme/de la liste de contrôle reconnu(e) équivalent(e).

Catégorie 2

(i) Définition

Performance faible. L'OC a besoin de mettre immédiatement en place des améliorations majeures. En voici des exemples (liste non exhaustive) :

- Mauvaise gestion dont on soupçonne qu'elle est délibérée
- Risques de sécurité sanitaire des aliments réels (c'est-à-dire non potentiels mais existants) non identifiés durant l'audit par l'OC
- Soupçon d'utilisation frauduleuse de données dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. et dans les rapports des audits par l'OC, mais sans preuve objective de fraude constatée
- Nombreuses défaillances techniques mineures dans la procédure d'audit de l'OC

(ii) Procédure

- a) L'OC doit immédiatement vérifier les corrections ou mesures correctives au niveau du détenteur du certificat.
- b) De nouvelles évaluations (réévaluations) CIPRO doivent être programmées pour vérifier l'efficacité des mesures correctives dans un délai maximal de 12 mois.
- c) L'OC est signalé auprès du comité de contrôle de l'intégrité.

Catégorie 3

(i) Définition

Des améliorations sont nécessaires.

(ii) Procédure

- De nouvelles évaluations (réévaluations) CIPRO doivent être programmées pour vérifier l'efficacité des mesures correctives dans un délai maximal de 18 mois.
- Si aucune amélioration n'est observée dans les évaluations suivantes, l'OC est signalé auprès du comité de contrôle de l'intégrité.

Catégorie 4

Bonne performance. Aucune non-conformité globale systématique et grave n'a été identifiée. Quelques incidents sont observés, mais ceux-ci n'impactent pas l'intégrité du processus de certification. Aucune réévaluation spécifique n'est programmée, mais l'OC reste dans le programme de surveillance aléatoire et peut faire l'objet d'évaluations CIPRO supplémentaires.

Catégorie 5

Excellente performance. Aucun incident détecté. L'OC a montré un haut niveau de mise en œuvre des exigences GLOBALG.A.P. Une faible priorité est accordée à la programmation d'évaluations consécutives, mais l'OC reste dans le programme de surveillance aléatoire et peut faire l'objet d'évaluations CIPRO supplémentaires.

Pour plus de détails sur la notation utilisée pour classer les performance des OC, se référer au document relatif aux spécifications des indicateurs clés de performance des OC dans sa version en vigueur.

11.3 Niveaux de sanction pour les OC

- Les sanctions décrites dans le tableau ci-après s'appliquent à tous les OC ne respectant pas les exigences des documents normatifs GLOBALG.A.P. et lorsqu'une non-conformité globale a été constatée.
- La pénalité doit dépendre de la gravité et du caractère répétitif de la non-conformité globale.
- Le secrétariat GLOBALG.A.P., l'organisme d'accréditation respectif et le propriétaire du programme/de la liste de contrôle reconnu(e) équivalent(e) doivent coopérer étroitement avec le comité de contrôle de l'intégrité.

Tableau 1 Niveaux de sanction pour les non-conformités globales des OC

	Niveaux de sanction	Décideur
Niveau 1	Premier avertissement	Secrétariat GLOBALG.A.P. et/ou comité de contrôle de l'intégrité (Information de l'organisme d'accréditation)
Niveau 2	Deuxième avertissement	Secrétariat GLOBALG.A.P. et/ou comité de contrôle de l'intégrité (Information de l'organisme d'accréditation)
Niveau 3	Carton jaune	Comité de contrôle de l'intégrité (Information de l'organisme d'accréditation et publication sur le site web GLOBALG.A.P.)

	Niveaux de sanction	Décideur
Niveau 4	Carton rouge	Comité de contrôle de l'intégrité (Information de l'organisme d'accréditation et publication sur le site web GLOBALG.A.P. ; l'OC n'est pas autorisé à (re)délivrer de nouveaux certificats jusqu'à nouvel ordre)
Niveau 5	Résiliation du contrat	Proposée par le comité de contrôle de l'intégrité (Information de l'organisme d'accréditation et publication sur le site web GLOBALG.A.P. ; annulation de l'accord de licence et de certification de GLOBALG.A.P.)

Note : les niveaux de sanction 1 à 5 ne sont pas nécessairement consécutifs.

11.3.1 Niveau 1 – premier avertissement

- a) Le niveau 1 est décidé par le comité de contrôle de l'intégrité ou le secrétariat GLOBALG.A.P. Un premier avertissement peut être suivi d'un deuxième avertissement sans approbation spécifique du comité de contrôle de l'intégrité.
- b) Le premier avertissement peut être émis :
 - (i) Lorsque des non-conformités globales aux modalités générales GLOBALG.A.P. sont détectées, usage abusif de la marque/licence y compris
 - (ii) Lorsque l'OC ne réagit pas ou ne rend pas compte de l'évolution de la situation suite aux demandes écrites du secrétariat GLOBALG.A.P.
 - (iii) Lorsque le nombre de saisies incomplètes ou fausses dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. IT et/ou le nombre de certificats émis dépassent le seuil défini dans le « Catalogue des sanctions envers les organismes de certification GLOBALG.A.P. ».
- c) L'OC doit régler une partie ou l'intégralité du nombre de jours de réévaluation CIPRO proposé par le comité de contrôle de l'intégrité.

11.3.2 Niveau 2 – deuxième avertissement

- a) Le niveau 2 est décidé par le comité de contrôle de l'intégrité ou le secrétariat GLOBALG.A.P.
- b) Le deuxième avertissement peut être émis :
 - (i) Lorsque le nécessaire n'a pas été fait pour lever le premier avertissement après la date limite indiquée
 - (ii) Lorsque l'OC ne réagit pas ou ne rend pas compte de l'évolution de la situation suite à des demandes écrites répétées du secrétariat GLOBALG.A.P.
 - (iii) Lorsque le nombre de saisies incomplètes ou fausses dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. IT et/ou le nombre de certificats émis dépassent le seuil défini dans le « Catalogue des sanctions envers les organismes de certification GLOBALG.A.P. ». L'OC doit régler une partie ou l'intégralité du nombre de jours de réévaluation CIPRO proposé par le comité de contrôle de l'intégrité.

11.3.3 Niveau 3 – carton jaune

- a) Le niveau 3 est jugé et décidé par le comité de contrôle de l'intégrité, et mis en place par le secrétariat GLOBALG.A.P. Le carton jaune est publié sur le site web GLOBALG.A.P. et les membres de la GLOBALG.A.P. Community en sont informés.
- b) Un carton jaune peut être retiré par le comité de contrôle de l'intégrité une fois que le secrétariat GLOBALG.A.P. a vérifié l'efficacité de l'amélioration au cours d'une ou plusieurs (ré)évaluations CIPRO et l'a jugée satisfaisante.
- c) L'OC doit régler une partie ou l'intégralité du nombre de jours de réévaluation CIPRO proposé par le comité de contrôle de l'intégrité.
- d) Le carton jaune peut venir limiter l'agrément de l'OC dans le cadre d'une nouvelle extension de champ d'application et/ou d'une nouvelle version, et le secrétariat GLOBALG.A.P. peut exiger des preuves de mise en conformité complémentaires.
- e) Un carton jaune peut être délivré :
 - (i) Pour la période durant laquelle un OC met en œuvre des mesures d'amélioration suite aux résultats d'une évaluation CIPRO (le délai de mise en œuvre des améliorations est stipulé par le comité de contrôle de l'intégrité mais ne doit pas dépasser 12 mois. Le secrétariat GLOBALG.A.P. planifie une évaluation de suivi CIPRO pour juger des améliorations.)
 - (ii) Lorsque les améliorations observées lors des réévaluations ne sont pas suffisantes
 - (iii) Lorsqu'on ne constate aucune réaction aux demandes écrites émanant du secrétariat GLOBALG.A.P. après le niveau 2 (deuxième avertissement)
 - (iv) Lorsque, après le niveau 2 (deuxième avertissement), le nombre de saisies incomplètes ou fausses dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. IT et/ou le nombre de certificats émis dépassent le seuil défini dans le « Catalogue des sanctions envers les organismes de certification GLOBALG.A.P. ».

11.3.4 Niveau 4 – carton rouge

- a) Le niveau 4 est jugé et décidé par le comité de contrôle de l'intégrité, et mis en place par le secrétariat GLOBALG.A.P. Le carton rouge est publié sur le site web GLOBALG.A.P. et les membres de la GLOBALG.A.P. Community en sont informés.
- b) À titre provisoire, une interdiction totale ou partielle d'utilisation de la licence GLOBALG.A.P. est imposée (c'est-à-dire que l'OC n'est pas autorisé à délivrer de nouveaux certificats ou à réémettre d'anciens certificats jusqu'à nouvel ordre).
- c) Le comité de contrôle de l'intégrité peut lever cette sanction uniquement si la confiance en la fiabilité du fonctionnement de l'OC peut être rétablie.
- d) Les (ré)évaluations sont à la charge de l'OC.
- e) Un carton rouge peut être émis (liste non exhaustive) :
 - (i) Lorsque la performance de l'OC ne montre pas d'amélioration suffisante lors de réévaluations ultérieures répétées
 - (ii) Lorsque le nécessaire n'est pas été fait pour qu'un carton jaune soit levé après la date limite indiquée

- (iii) Lorsque l'organisme d'accréditation a suspendu l'accréditation de l'OC
- (iv) Lorsque, après le niveau 3 (carton jaune), le nombre de saisies incomplètes ou fausses dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. IT et/ou le nombre de certificats émis dépassent le seuil défini dans le « Catalogue des sanctions envers les organismes de certification GLOBALG.A.P. ».
- f) L'OC recevant un carton rouge doit informer (par courrier écrit) tous ses clients qu'ils ont le droit de demander à l'OC de procéder à l'annulation de leur accord de sous-licence et de certification de GLOBALG.A.P. dans un délai de cinq jours ouvrés après la perte de l'agrément GLOBALG.A.P. Suite à la demande d'un producteur, l'OC doit autoriser et faciliter le transfert dudit producteur vers un autre OC afin d'éviter toute interruption dans sa certification. Si l'OC ne le fait pas, le secrétariat GLOBALG.A.P. doit informer les producteurs de la situation en utilisant les coordonnées inscrites dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. et permettre le transfert de ces producteurs vers un autre OC.

11.3.5 Niveau 5 – résiliation du contrat

- a) Le niveau 5 est jugé et proposé par le comité de contrôle de l'intégrité, et décidé et mis en place par le secrétariat GLOBALG.A.P. L'annonce de la résiliation du contrat est publiée sur le site web GLOBALG.A.P. et les membres de la GLOBALG.A.P. Community en sont informés.
- b) L'annulation de l'accord de licence et de certification de GLOBALG.A.P. doit être imposée pour une durée minimum de deux ans.
- c) Le propriétaire du programme reconnu équivalent est chargé de faire appliquer cette sanction aux OC travaillant avec un programme reconnu équivalent GLOBALG.A.P.
- d) Un OC qui a perdu son agrément GLOBALG.A.P. doit informer (par courrier écrit) tous ses clients qu'ils ont le droit de demander à l'OC de procéder à l'annulation de leur accord de sous-licence et de certification de GLOBALG.A.P. dans un délai de cinq jours ouvrés après la perte de l'agrément GLOBALG.A.P. Suite à la demande d'un producteur, l'OC doit autoriser et faciliter le transfert dudit producteur vers un autre OC afin d'éviter toute interruption dans sa certification. Si l'OC ne le fait pas, le secrétariat GLOBALG.A.P. doit informer les producteurs de la situation en utilisant les coordonnées inscrites dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P. et permettre le transfert de ces producteurs vers un autre OC.
- e) La résiliation du contrat peut être prononcée dans les cas suivants (liste non exhaustive) :
 - (i) Fraude avérée
 - (ii) Lorsque la sanction du carton rouge n'a pas pu être levée après la date limite convenue
 - (iii) En cas de faillite
 - (iv) En cas de perte d'accréditation

12 QUALIFICATIONS DES AUDITEURS D'EXPLOITATION D'OC GLOBALG.A.P. (OPTIONS 1 ET 3)

12.1 Champ d'application et domaine d'activité

Un auditeur d'exploitation d'OC peut réaliser des audits selon un champ d'application (plantes ou aquaculture) au niveau de l'exploitation une fois que l'OC a vérifié les justificatifs (voir description ci-dessous) de ses qualifications et de son expérience pour chaque champ d'application.

12.2 Qualifications officielles et expérience professionnelle

- a) Au moins un diplôme d'études supérieures (post cycle secondaire) ou équivalent (deux années d'études au moins) dans une discipline ayant un rapport avec le champ d'application de la certification (plantes et/ou aquaculture)

ET

Une expérience de deux ans minimum dans le champ d'application respectif acquise après la fin des études supérieures et un total de trois années d'expérience dans le secteur agroalimentaire

OU

- b) Un diplôme d'études supérieures (post cycle secondaire) ou équivalent (deux années d'études au moins) dans une discipline du secteur alimentaire

ET

Une expérience dans le secteur d'activité de quatre ans minimum soit à un poste technique sur une exploitation/un site, soit à un poste de gestion de production technique dans le champ d'application de la certification (plantes et/ou aquaculture)

12.3 Compétences techniques et qualifications

12.3.1 Formation d'auditeur d'exploitation d'OC

Une formation pratique à l'audit d'exploitation d'une journée exposant les principes de base d'un contrôle. Cette formation peut être fournie en interne par l'OC.

12.3.2 Une formation à la sécurité sanitaire des aliments et aux bonnes pratiques agricoles, et une expérience professionnelle

- a) Une formation au système d'analyse des risques et maîtrise des points critiques (HACCP), soit dans le cadre des qualifications officielles, soit par la participation réussie à une formation officielle basée sur les principes du Codex Alimentarius. La formation officielle peut être réalisée en interne par l'OC. La durée de formation minimale doit être de huit heures. La durée et le contenu doivent être indiqués sur le justificatif disponible pour cette exigence (par ex., certificat de formation, attestation pour les formations suivies dans le cadre des qualifications officielles).
- b) Une formation à l'hygiène alimentaire, soit dans le cadre des qualifications officielles, soit par la participation réussie à une formation officielle. La formation officielle peut être réalisée en interne par l'OC. Participation réussie à une formation à l'hygiène alimentaire d'une durée minimale de huit heures. La durée et le contenu doivent être indiqués sur le justificatif disponible pour cette exigence (par ex., certificat de formation, attestation pour les formations suivies dans le cadre des qualifications officielles). La formation à l'hygiène alimentaire doit couvrir les points suivants : gestion du site, eau, engrais, équipements, installations, traitement et manipulation des produits, et hygiène personnelle et du site.

Elle comprendra aussi des études de cas pratiques. Les formations mentionnées aux points a) et b) peuvent être suivies ensemble (durée minimale de 16 heures).

- c) Des formations en ligne GLOBALG.A.P., si disponibles ; réussite à tous les examens en ligne applicables et à leurs versions mises à jour dans les trois mois de leur publication dans la langue de l'auditeur d'exploitation de l'OC.
- d) **Pour le champ d'application des plantes** : formation à la protection des plantes, à la gestion des sols, aux engrais et à la lutte intégrée, soit dans le cadre des qualifications officielles, soit par la participation réussie à une formation officielle.
- e) **Pour le champ d'application de l'aquaculture** : formation de base en médecine vétérinaire abordant notamment les problématiques de la santé et du bien-être animal.
- f) **Pour le champ d'application de l'aquaculture** : expérience de base en transformation alimentaire (pour les audits des P&C « Activités d'abattage » et « Bilan matière et traçabilité post-récolte ») et formation d'évaluateur GRASP.
- g) L'expérience requise doit inclure une expérience professionnelle dans le champ d'application respectif. L'expérience accumulée dans plusieurs champs d'application en même temps est acceptée.
- h) Pour réaliser des audits d'exploitation d'OC selon un champ d'application supplémentaire, il est nécessaire de présenter des justificatifs démontrant une formation officielle en pratiques de production et une expérience professionnelle spécifique au champ d'application (c'est-à-dire 1 an d'expérience professionnelle ou 10 jours d'observation (pour évaluation) d'audits par l'OC).
- i) Les formations officielles mentionnées aux points a), b), d), e) et f) peuvent avoir été suivies dans le cadre des qualifications officielles (débouchant sur un diplôme) ou il peut s'agir de formations isolées qui auront été suivies par l'auditeur d'exploitation de l'OC. L'auditeur d'exploitation de l'OC doit présenter une attestation de qualification. Si cette qualification a été obtenue dans le cadre d'un diplôme, le programme d'enseignement doit le mentionner. Si elle a été obtenue séparément, il doit y avoir un certificat séparé qui atteste qu'une formation traitant de ces thèmes (débouchant sur un examen) a bien été suivie.

12.3.3 Compétences en communication

- a) Tous les auditeurs d'exploitation de l'OC doivent posséder des compétences de « langue de travail » dans la langue nationale/de travail correspondante. Ces compétences doivent également recouvrir la terminologie spécialisée utilisée localement dans la langue de travail respective ou le recours à un traducteur.
- b) Le secrétariat GLOBALG.A.P. doit être consulté pour toute exception à cette règle qu'il devra confirmer par écrit avant l'audit d'exploitation par l'OC.

12.3.4 Formation initiale avant embauche par l'OC

- a) L'OC doit mettre en place un programme de formation personnalisé pour les auditeurs d'exploitation d'OC demandeurs.
- b) Les auditeurs d'exploitation d'OC demandeurs doivent participer, en tant qu'observateur, à au moins un audit d'exploitation par l'OC d'un producteur individuel sous l'Option 1 ou un audit d'exploitation par l'OC d'un membre d'un groupement de producteurs sous l'Option 2 pour le champ d'application correspondant réalisé par un auditeur de l'OC déjà qualifié.

Si l'OC embauche un auditeur d'exploitation d'OC déjà agréé pour la version en vigueur du référentiel/champ d'application/module complémentaire correspondant, la règle exigeant l'observation d'« au moins un audit d'exploitation par l'OC d'un producteur individuel sous l'Option 1 ou un audit d'exploitation par l'OC d'un membre d'un groupement de producteurs sous l'Option 2 pour le champ d'application correspondant » ne s'applique pas.

- c) L'OC doit observer (pour évaluation) l'auditeur d'exploitation d'OC demandeur au cours d'au moins un audit d'exploitation par l'OC, soit d'un membre d'un groupement de producteurs sous l'Option 2 soit d'un producteur individuel sous l'Option 1, pour chaque champ d'application.
- d) Pour le premier auditeur d'exploitation de l'OC, les procédures internes de l'OC s'appliquent.
- e) L'OC doit vérifier au minimum les compétences dans les domaines suivants :
 - Connaissances techniques dans un champ d'application spécifique
 - Capacité à identifier les risques de sécurité sanitaire des aliments/risques alimentaires
 - Capacité à évaluer le système HACCP et à identifier/relever les points critiques à maîtriser
 - Connaissances à jour sur les produits phytopharmaceutiques, applications d'engrais et principes de lutte intégrée (pour le champ d'application des plantes)
 - Connaissances à jour en médecine vétérinaire de base, et notamment des exigences en matière de santé et de bien-être (pour le champ d'application de l'aquaculture)
 - Capacité à réaliser des contrôles de traçabilité et des analyses de bilan matière
 - Dès qu'un P&C fait référence à la législation locale, connaissances des exigences pertinentes
 - Compétences en communication et comportementales suffisantes pour réaliser un audit d'exploitation d'OC
 - Compétences de « langue de travail » dans la langue nationale/de travail correspondante
 - Utilisation des TIC, conformément aux clauses correspondantes de l'IAF MD4, dans le cas des étapes hors site et/ou audits d'exploitation par l'OC à distance

12.3.5 Entretien des compétences

- a) L'OC doit mettre en place une procédure garantissant la réalisation par chaque auditeur d'exploitation de l'OC d'au moins cinq audits d'exploitation par l'OC par an, auprès de plusieurs producteurs différents, selon chaque référentiel GLOBALG.A.P. ou selon tout(e) programme/liste de contrôle reconnu(e) équivalent(e) du même champ d'application ; cette procédure doit permettre d'entretenir la connaissance du programme et de rester inscrit dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P.
- b) Les observations (pour évaluation) d'audits d'exploitation par l'OC doivent également être considérés acceptables pour entretenir les compétences.
- c) Le secrétariat GLOBALG.A.P. doit être consulté pour toute exception à cette règle, par ex., lorsque l'OC n'a pas un total de cinq clients, et cette exception doit être confirmée par le secrétariat GLOBALG.A.P. par écrit avant l'audit d'exploitation par l'OC.

- d) L'OC doit effectuer une observation (pour évaluation) d'audit d'exploitation pour chacun de ses auditeurs d'exploitation GLOBALG.A.P. au minimum une fois tous les quatre ans afin de s'assurer de leur compétence.
- e) Tout auditeur d'exploitation de l'OC doit faire les exercices d'étalonnage GLOBALG.A.P. annuels dans le cadre de l'auto-formation (une fois ces exercices rendus disponibles).
- f) Lorsque l'observation (pour évaluation) de l'audit d'exploitation par l'OC est effectuée à distance à l'aide des TIC, les clauses pertinentes de l'IAF MD4 s'appliquent.
- g) Ces conditions ne s'appliquent pas aux chargés de programme réalisant moins de cinq audits d'exploitation d'OC par an.
- h) S'il n'est pas possible d'entretenir les compétences à un rythme annuel, la [section 12.3.4](#) s'applique.

12.3.6 Rotation des auditeurs d'exploitation d'OC

- a) L'OC doit avoir mis en place des procédures pour garantir qu'un même auditeur d'exploitation d'OC n'audite pas un producteur (Option 1) pendant plus de quatre années consécutives (et ce indépendamment du fait qu'il s'agisse d'un audit d'exploitation par l'OC annoncé ou à l'improviste).

Exemple : l'auditeur d'exploitation de l'OC n° 1 audite un producteur lors des années 1, 2, 3 et 4 ; pour l'année 5, un autre auditeur d'exploitation de l'OC (auditeur d'exploitation de l'OC n° 2) doit réaliser l'audit d'exploitation de l'OC annuel. Pour les années 6, 7, 8 et 9, l'auditeur d'exploitation de l'OC n° 1 peut à nouveau auditer le producteur durant quatre années consécutives.

- b) Pour les groupements de producteurs sous l'Option 2 et les producteurs multisites avec SGQ sous l'Option 1, l'auditeur de SGQ de l'OC de l'équipe d'audit de l'OC doit changer régulièrement (pas plus de quatre années consécutives d'audits du même SGQ de groupement de producteurs). Cependant, le ou les auditeurs d'exploitation d'OC de l'équipe d'audit de l'OC peuvent rester les mêmes.

12.4 Tâches principales

12.4.1 Audits d'exploitation d'OC GLOBALG.A.P.

- a) Réalisation d'audits d'exploitation d'OC (audit de producteur, de site de production d'une entreprise multisite ou d'un membre d'un groupement de producteurs) en vue d'auditer la conformité au référentiel GLOBALG.A.P. correspondant. Cette tâche peut inclure des observations (pour évaluation) d'audits réalisés par les auditeurs d'exploitation internes des groupements de producteurs sous l'Option 2 ou de producteurs multisites avec SGQ sous l'Option 1.
- b) Rédaction en temps et en heure de rapports précis de ces audits d'exploitation d'OC conformément à la norme ISO/IEC 17065 et aux exigences de GLOBALG.A.P. en matière de chronologie et de méthode.

12.4.2 Maintien à jour

- a) Maintien à jour des dossiers relatifs à toutes les politiques de qualité, aux procédures, aux instructions de travail et à la documentation diffusées par l'OC
- b) Suivi des évolutions, questions et changements de la législation concernant le champ d'application dans lequel les audits d'exploitation de l'OC sont effectués
- c) Réalisation de toutes les autres missions qui pourraient être assignées par l'OC en dehors du champ d'application de GLOBALG.A.P., dans la mesure où ces activités ne contreviennent pas aux principes de la norme ISO/IEC 17065 ou à toute stipulation fixée dans les modalités générales GLOBALG.A.P.

12.4.3 Indépendance, confidentialité et code de déontologie

- a) Il est interdit aux auditeurs d'exploitation des OC d'avoir des activités susceptibles d'affecter leur indépendance ou leur impartialité, et en particulier d'accepter des pots-de-vin. Les auditeurs d'exploitation des OC ne doivent pas auditer des producteurs pour qui ils ont mené des activités de conseil au cours des deux dernières années. Les activités de formation ne sont pas considérées comme activités de conseil à condition que la formation en question se contente, lorsqu'elle concerne des systèmes de gestion ou la réalisation d'audits, de fournir des informations génériques disponibles librement dans le domaine public (c'est-à-dire que le formateur ne peut pas fournir de solutions spécifiques à une entreprise).
- b) Les auditeurs d'exploitation des OC doivent observer strictement les procédures du producteur et de l'OC visant à préserver la confidentialité des informations et des enregistrements.
- c) Les OC doivent veiller à ce que leurs auditeurs d'exploitation d'OC adhèrent au code de déontologie, qui aborde notamment le comportement professionnel à adopter durant les audits. Dans le cas où un auditeur d'exploitation d'OC commettrait une infraction ou adopterait un comportement inadéquat d'après le code de déontologie, l'OC doit en informer le secrétariat GLOBALG.A.P. Après examen par le comité de contrôle de l'intégrité, le secrétariat GLOBALG.A.P. peut bloquer cet auditeur dans ses systèmes informatiques GLOBALG.A.P.

13 QUALIFICATIONS DES AUDITEURS DE SGQ D'OC GLOBALG.A.P. (PRODUCTEURS MULTISITES AVEC SGQ SOUS L'OPTION 1, OPTION 2 ET OPTION 4)

13.1 Champ d'application et domaine d'activité

Les auditeurs de SGQ des OC peuvent auditer des SGQ de tous les champs d'application une fois que l'OC a vérifié les justificatifs (décrits ci-après) de leurs qualifications et de leur expérience pour au moins un champ d'application. Les auditeurs d'exploitation des OC, cependant, ont besoin de qualifications spécifiques à un champ d'application.

13.2 Qualifications officielles et expérience professionnelle

- a) Un diplôme d'études supérieures (post cycle secondaire) ou équivalent (deux années d'études au moins) dans une discipline ayant un rapport avec le champ d'application de la certification (plantes et/ou aquaculture)

ET

Une expérience de deux ans minimum dans le champ d'application respectif acquise après la fin des études supérieures respectives et un total de trois années d'expérience dans le secteur agroalimentaire

OU

- b) Un diplôme d'études supérieures (post cycle secondaire) ou équivalent (deux années d'études au moins) dans une discipline du secteur alimentaire

ET

Une expérience dans le secteur d'activité de quatre ans minimum soit à un poste technique sur une exploitation/un site, soit à un poste de gestion de production technique dans le champ d'application de la certification (plantes et/ou aquaculture)

13.3 Compétences techniques et qualifications

13.3.1 Formation et expérience de l'auditeur en chef

- a) Participation réussie à une formation d'auditeur en chef basée sur les principes de la norme ISO/IEC 19011, d'une durée minimum de 37 heures, qui doit être reconnue en externe par le secteur. Le certificat doit préciser le contenu et la durée de la formation. La réussite à cette formation doit être mentionnée sur le certificat.
- b) La formation de l'auditeur en chef doit couvrir les normes applicables pour la réalisation d'audits qualité, les techniques de réalisation d'un audit, l'objet principal des audits (aspects psychologiques et communication), et l'établissement des rapports. Elle doit également comprendre une étude de cas pratique. Expérience pratique de minimum 10 jours en audits de systèmes de gestion (par ex., ISO/IEC 9000, ISO/IEC 14000, ISO/IEC 22000, OHSAS 18000, ISO/IEC 45001, BRCGS Food, IFS Food, référentiels Option 2 ou Option 4 GLOBALG.A.P. précédents, référentiel PHA, audits de groupements de producteurs en agriculture biologique), n'incluant pas l'observation/évaluation d'audits mais incluant le fait d'avoir été observé et évalué en tant qu'auditeur d'OC en formation

13.3.2 Une formation à la sécurité sanitaire des aliments et aux bonnes pratiques agricoles, et une expérience professionnelle

- a) Une formation au système HACCP, soit dans le cadre des qualifications officielles, soit par la participation réussie à une formation officielle basée sur les principes du Codex Alimentarius. La formation officielle peut être réalisée en interne par l'OC. La durée de formation minimale doit être de huit heures. La durée et le contenu doivent être indiqués sur le justificatif fourni pour cette exigence (par ex., certificat de formation, attestation pour les formations suivies dans le cadre des qualifications officielles).
- b) Formation à l'hygiène alimentaire, soit dans le cadre des qualifications officielles, soit par la participation réussie à une formation officielle. La formation officielle peut être réalisée en interne par l'OC. Participation réussie à une formation à l'hygiène alimentaire d'une durée minimale de huit heures. La durée et le contenu doivent être indiqués sur le justificatif fourni pour cette exigence (par ex., certificat de formation, attestation pour les formations suivies dans le cadre des qualifications officielles). La formation à l'hygiène alimentaire doit couvrir les points suivants : gestion du site, eau, engrais, équipements, installations, traitement et manipulation des produits, et hygiène personnelle et du site. Elle comprendra aussi des études de cas pratiques. Les formations mentionnées aux points a) et b) peuvent être suivies ensemble (durée minimale de 16 heures).
- c) Des formations en ligne GLOBALG.A.P., si disponibles ; réussite à tous les examens en ligne applicables et à leurs versions mises à jour dans les trois mois de leur publication dans la langue de l'auditeur de SGQ de l'OC
- d) **Pour le champ d'application des plantes** : formation à la protection des plantes, à la gestion des sols, aux engrais et à la lutte intégrée, soit dans le cadre des qualifications officielles, soit par la participation réussie à une formation officielle.
- e) **Pour le champ d'application de l'aquaculture** : formation de base en médecine vétérinaire abordant notamment les problématiques de la santé et du bien-être animal.
- f) **Pour le champ d'application de l'aquaculture** : expérience de base en transformation alimentaire (pour les audits des P&C « Activités d'abattage » et « Bilan matière et traçabilité post-récolte ») et formation d'évaluateur GRASP.
- g) Pour les audits d'exploitation par l'OC, l'expérience requise doit inclure une expérience professionnelle dans le champ d'application respectif. L'expérience accumulée dans plusieurs champs d'application en même temps est acceptée.

- h) Pour réaliser des audits d'exploitation d'OC selon un champ d'application supplémentaire, il est nécessaire de présenter des justificatifs démontrant une formation officielle en pratiques de production et une expérience professionnelle spécifique au champ d'application (c'est-à-dire 1 an d'expérience professionnelle ou 10 jours d'observation (pour évaluation) d'audits par l'OC).
- i) Les formations officielles mentionnées aux points a), b), d), e) et f) peuvent avoir été suivies dans le cadre des qualifications officielles (débouchant sur un diplôme) ou il peut s'agir de formations isolées qui auront été suivies par l'auditeur de SGQ de l'OC. L'auditeur de SGQ de l'OC doit présenter une attestation de qualification. Si cette qualification a été obtenue dans le cadre d'un diplôme, le programme d'enseignement doit le mentionner. Si elle a été obtenue séparément, il doit y avoir un certificat séparé qui atteste qu'une formation traitant de ces thèmes (débouchant sur un examen) a bien été suivie.

13.3.3 Compétences en communication

- a) Tous les auditeurs de SGQ de l'OC doivent posséder des compétences de « langue de travail » dans la langue nationale/de travail correspondante. Ces compétences doivent également recouvrir la terminologie spécialisée utilisée localement dans cette langue de travail ou le recours à un traducteur.
- b) Le secrétariat GLOBALG.A.P. doit être consulté pour toute exception à cette règle qu'il devra confirmer par écrit avant l'audit de SGQ par l'OC.

13.3.4 Formation initiale avant embauche par l'OC

- a) L'OC doit mettre en place un programme de formation personnalisé pour les auditeurs de SGQ d'OC demandeurs.
- b) Les auditeurs de SGQ d'OC demandeurs doivent participer, en tant qu'observateur, à au moins un audit d'exploitation par l'OC d'un producteur individuel sous l'Option 1 ou un audit d'exploitation par l'OC d'un membre d'un groupement de producteurs sous l'Option 2 pour le champ d'application correspondant réalisé par un auditeur d'exploitation d'OC déjà qualifié, et à un audit de SGQ d'OC réalisé par un auditeur de SGQ d'OC déjà qualifié.

Si l'OC embauche un auditeur de SGQ d'OC déjà agréé pour la version en vigueur du référentiel/champ d'application/module complémentaire correspondant, la règle exigeant l'observation d'« au moins un audit d'exploitation par l'OC d'un producteur individuel sous l'Option 1 ou un audit d'exploitation par l'OC d'un membre d'un groupement de producteurs sous l'Option 2 pour le champ d'application correspondant » ne s'applique pas.

- c) L'OC doit observer (pour évaluation) au moins un audit d'exploitation par l'OC d'un membre d'un groupement de producteurs sous l'Option 2 ou d'un producteur individuel sous l'Option 1 pour chaque champ d'application, et un audit de SGQ par l'OC, réalisés par l'auditeur de SGQ d'OC demandeur. Un auditeur d'exploitation d'OC ou un auditeur de SGQ d'OC peut observer (pour évaluation) un audit d'exploitation par l'OC, mais seul un auditeur de SGQ d'OC peut observer (pour évaluation) un audit de SGQ par l'OC.
- d) Pour le premier auditeur de SGQ de l'OC, les procédures internes de l'OC s'appliquent.
- e) L'auditeur de SGQ d'OC doit suivre une formation d'auditeur de SGQ d'OC GLOBALG.A.P. et réussir l'examen pour l'embauche, et suivre la formation ou réussir l'examen lors de chaque mise à jour ou chaque nouvelle version de référentiel, le cas échéant.
- f) L'OC doit vérifier au minimum les compétences dans les domaines suivants :

- Connaissances techniques dans un champ d'application spécifique
- Capacité à identifier les risques de sécurité sanitaire des aliments/risques alimentaires
- Capacité à évaluer le système HACCP et à identifier/relever les points critiques à maîtriser
- Connaissances actuelles des produits phytopharmaceutiques, des applications d'engrais et des principes de lutte intégrée (pour le champ d'application des plantes)
- Connaissances à jour en médecine vétérinaire de base, et notamment des exigences en matière de santé et de bien-être (pour le champ d'application de l'aquaculture)
- Capacité à réaliser des contrôles de traçabilité et des analyses de bilan matière
- Dès qu'un P&C fait référence à la législation locale, connaissances des exigences pertinentes
- Compétences en communication et comportementales suffisantes pour réaliser un audit d'exploitation/de SGQ d'OC
- Compétences de « langue de travail » dans la langue nationale/de travail correspondante
- Utilisation des TIC, conformément aux clauses correspondantes de l'IAF MD4, dans le cas des étapes hors site et/ou audits de SGQ par l'OC à distance

13.3.5 Entretien des compétences

- a) L'OC doit mettre en place une procédure garantissant la réalisation par chaque auditeur de SGQ de l'OC d'au moins cinq audits par l'OC par an, auprès de plusieurs producteurs différents, selon chaque référentiel GLOBALG.A.P. ou selon tout(e) programme/liste de contrôle reconnu(e) équivalent(e) ; cette procédure doit permettre d'entretenir la connaissance du programme et de rester inscrit dans les systèmes informatiques GLOBALG.A.P.
- b) Les observations (pour évaluation) d'audits doivent également être considérées acceptables pour entretenir les compétences.
- c) Le secrétariat GLOBALG.A.P. doit être consulté au préalable pour toute exception à cette règle, par ex., lorsque l'OC n'a pas un total de cinq clients, et cette exception doit être confirmée par écrit avant l'audit de SGQ par l'OC.
- d) Ces conditions ne s'appliquent pas aux auditeurs de SGQ d'OC ayant pour mission principale la participation au comité décisionnel de l'OC ou aux chargés de programmes des OC qui réalisent moins de cinq audits de SGQ par an.
- e) L'OC doit effectuer une observation (pour évaluation) d'audit de SGQ GLOBALG.A.P. pour chacun de ses auditeurs de SGQ GLOBALG.A.P. au minimum une fois tous les quatre ans afin de s'assurer de leur compétence.
- f) Tout auditeur de SGQ de l'OC doit faire les exercices d'étalonnage GLOBALG.A.P. annuels dans le cadre de l'auto-formation (une fois ces exercices rendus disponibles).
- g) Lorsque l'observation (pour évaluation) de l'audit de SGQ par l'OC est effectuée à distance à l'aide des TIC, les clauses pertinentes de l'IAF MD4 s'appliquent.
- h) S'il n'est pas possible d'entretenir les compétences à un rythme annuel, la section [13.3.4](#) s'applique.

13.3.6 Rotation des auditeurs de SGQ d'OC

- a) L'OC doit avoir mis en place des procédures pour garantir qu'un même auditeur de SGQ d'OC n'audite pas un producteur (Option 1) pendant plus de quatre années consécutives (et ce indépendamment du fait qu'il s'agisse d'un audit par l'OC annoncé ou à l'improviste).
- b) Pour les groupements de producteurs sous l'Option 2 et les producteurs multisites avec SGQ sous l'Option 1, l'auditeur de SGQ de l'OC de l'équipe d'audit de l'OC doit changer régulièrement (pas plus de quatre années consécutives d'audits du même SGQ de groupement de producteurs). Cependant, le ou les auditeurs d'exploitation d'OC de l'équipe d'audit de l'OC peuvent rester les mêmes.

Exemple : l'auditeur de SGQ de l'OC n° 1 audite le SGQ d'un groupement de producteurs lors des années 1, 2, 3 et 4 ; pour l'année 5, un autre auditeur de SGQ de l'OC (auditeur de SGQ de l'OC n° 2) doit réaliser l'audit de SGQ de l'OC annuel. Pour les années 6, 7, 8 et 9, l'auditeur de SGQ de l'OC n° 1 peut à nouveau auditer le SGQ du groupement de producteurs durant quatre années consécutives.

13.4 Tâches principales

13.4.1 Audits de SGQ d'OC GLOBALG.A.P.

- a) Réalisation d'audits de SGQ d'OC (audit de SGQ d'un groupement de producteurs sous l'Option 2 ou d'un producteur multisite sous l'Option 1 mettant en œuvre un SGQ) en vue d'auditer la conformité au référentiel GLOBALG.A.P.
- b) Rédaction en temps et en heure de rapports précis de ces audits de SGQ par l'OC conformément aux exigences de la norme ISO/IEC 17065 et aux exigences de GLOBALG.A.P. en matière de chronologie et de méthode

Note : un auditeur de SGQ d'OC qualifié pour le champ d'application des plantes peut auditer le SGQ d'un groupement de producteurs demandant la certification pour le champ d'application de l'aquaculture. Cependant, cet auditeur de SGQ d'OC ne peut réaliser d'audits d'exploitation d'OC auprès des membres du groupement de producteurs aquacoles.

13.4.2 Audits d'exploitation d'OC GLOBALG.A.P.

- a) Réalisation d'audits d'exploitation d'OC (audit d'un membre d'un groupement de producteurs (Option 2) ou d'un producteur ou site de production (Option 1)) en vue d'auditer la conformité au référentiel GLOBALG.A.P. correspondant. Cette tâche peut inclure des observations (pour évaluation) d'audits réalisés par les auditeurs d'exploitation internes des groupements de producteurs sous l'Option 2 ou de producteurs multisites avec SGQ sous l'Option 1.
- b) Rédaction en temps et en heure de rapports précis de ces audits d'exploitation d'OC conformément à la norme ISO/IEC 17065 et aux exigences de GLOBALG.A.P. en matière de chronologie et de méthode

13.4.3 Maintien à jour

- a) Maintien à jour des dossiers relatifs à toutes les politiques de qualité, aux procédures, aux instructions de travail et à la documentation diffusées par l'OC
- b) Suivre les évolutions, questions, et changements de la législation concernant le champ d'application dans lequel les audits par l'OC sont effectués
- c) Réalisation de toutes les autres missions qui pourraient être assignées par l'OC en dehors du champ d'application de GLOBALG.A.P., dans la mesure où ces activités ne contreviennent pas aux principes de la norme ISO/IEC 17065 ou à toute stipulation fixée dans les modalités générales GLOBALG.A.P.

13.4.4 Indépendance, confidentialité et code de déontologie

- a) Les auditeurs de SGQ d'OC ne sont pas autorisés à prendre des décisions finales en matière de certification lorsqu'il s'agit d'audits d'OC qu'ils ont mené eux-mêmes.
- b) Il est interdit aux auditeurs de SGQ des OC d'avoir des activités susceptibles d'affecter leur indépendance ou leur impartialité, et en particulier d'accepter des pots-de-vin. Les auditeurs de SGQ des OC ne doivent pas auditer des producteurs pour qui ils ont mené des activités de conseil au cours des deux dernières années. Les activités de formation ne sont pas considérées comme activités de conseil à condition que la formation en question se contente, lorsqu'elle concerne des systèmes de gestion ou la réalisation d'audits, de fournir des informations génériques disponibles librement dans le domaine public (c'est-à-dire que le formateur ne peut pas fournir de solutions spécifiques à une entreprise).
- c) Les auditeurs de SGQ des OC doivent observer strictement les procédures du producteur et de l'OC visant à préserver la confidentialité des informations et des enregistrements.
- d) Les OC doivent veiller à ce que leurs auditeurs d'exploitation d'OC adhèrent au code de déontologie, qui aborde notamment le comportement professionnel à adopter durant les audits. Dans le cas où un auditeur d'exploitation d'OC commettrait une infraction ou adopterait un comportement inadéquat d'après le code de déontologie, l'OC doit en informer le secrétariat GLOBALG.A.P. Après examen par le comité de contrôle de l'intégrité, le secrétariat GLOBALG.A.P. peut bloquer cet auditeur dans ses systèmes informatiques GLOBALG.A.P.

14 EXIGENCES SUPPLÉMENTAIRES POUR LE RÉFÉRENTIEL IFA V6 GFS

Dans le référentiel IFA v6 GFS, les exigences supplémentaires suivantes s'appliquent :

14.1 Ajouts

Les exigences suivantes doivent être *ajoutées* aux sections indiquées.

3 ACCORD DE LICENCE ET DE CERTIFICATION

- e) Les OC doivent satisfaire aux exigences de GLOBALG.A.P. dans le respect des clauses correspondantes de l'« International Accreditation Forum Mandatory Document 1 » (IAF MD1).

7.3.3.1 Catégorisation du risque

Les membres/sites/UTP considéré(e)s comme à haut risque ne sont pas éligibles à l'échantillonnage.

Pour classer un membre de groupement de producteurs, un site ou une UTP comme « à haut risque », l'OC doit examiner l'association produit/facteurs de risque liés au processus. Si un produit à haut risque est associé à un processus à haut risque, le membre/site (exploitation ou UTP) doit être classé comme étant à haut risque. Par conséquent, un membre de groupement de producteurs, site ou UTP cultivant des produits à haut risque mais n'ayant pas recours à des processus à haut risque n'est pas considéré comme étant à haut risque.

Les *produits à haut risque* comprennent : les herbes fraîches, les légumes à feuilles, les baies, les melons Cantaloup. Cette liste peut évoluer et doit être vérifiée (voir la liste de produits GLOBALG.A.P.).

Les *processus à haut risque* comprennent :

- L'utilisation post-récolte d'eau/glace/vapeur

- Les activités pré-récolte et/ou de récolte au cours desquelles de l'eau entre en contact avec la partie comestible du produit
- L'utilisation pré-récolte de fumiers organiques bruts appliqués moins de 60 jours avant la récolte

Exemple : un groupement de producteurs compte 10 membres produisant de la laitue et 2 UTP centralisées. Les exploitations n'utilisent aucun fumier organique brut et recourent, pour l'irrigation, à des goutteurs disposés sous un paillage avec film plastique. Dans les UTP, les laitues sont lavées avant d'être conditionnées. Dans ce cas, les exploitations des membres du groupement de producteurs ne sont pas considérées comme étant à haut risque, mais les UTP le sont. Par conséquent, les deux UTP doivent être auditées sur site tous les ans lorsqu'elles sont en cours d'exploitation.

7.3.3.2 Audits de certification/recertification annuels

- j) Au moins 25 % de l'échantillon obtenu à partir de la racine carrée du nombre réel de membres/sites doivent être sélectionnés de façon aléatoire.

12 QUALIFICATIONS DES AUDITEURS D'EXPLOITATION D'OC GLOBALG.A.P. (OPTIONS 1 ET 3)

12.3.4 Formation initiale avant embauche par l'OC

- f) L'OC doit disposer d'un programme d'évaluation pour les compétences d'audit. Celui-ci doit mentionner, au moins, que la performance des auditeurs d'exploitation de l'OC est évaluée lors de trois audits d'exploitation par l'OC menés conformément au programme écrit de l'OC, cette obligation constituant un prérequis pour se conformer aux exigences applicables du référentiel IFA v6 GFS. L'évaluation des compétences d'audit doit prévoir au moins une observation (pour évaluation) d'audit d'exploitation par l'OC (telle que décrite à la [section 12.3.4](#), point c), le restant pouvant consister soit en d'autres observations (pour évaluation) d'audits d'exploitation par l'OC sur site, soit en un examen de documents. Le processus d'embauche peut être finalisé uniquement si l'évaluation des compétences d'audit, portant sur un minimum de trois audits d'exploitation par l'OC, réussit. Après une observation (pour évaluation) d'audit d'exploitation par l'OC initiale réussie, mais avant l'embauche finale, les audits d'exploitation par l'OC réalisés peuvent être enregistrés pour l'auditeur d'exploitation de l'OC en formation et le producteur peut être certifié.

12.3.5 Entretien des compétences

- i) Dans le cas d'un auditeur d'exploitation d'OC agréé pour les référentiels reconnus par la GFSI, les cinq audits d'exploitation par l'OC sur site requis pour l'entretien des compétences doivent inclure au moins l'un des référentiels GLOBALG.A.P. reconnus par la GFSI.

13 QUALIFICATIONS DES AUDITEURS DE SGQ D'OC GLOBALG.A.P. (PRODUCTEURS MULTISITES AVEC SGQ SOUS L'OPTION 1, OPTION 2 ET OPTION 4)

13.3.4 Formation initiale avant embauche par l'OC

- g) L'OC doit disposer d'un programme d'évaluation pour les compétences d'audit. Celui-ci doit mentionner, au moins, que la performance des auditeurs de SGQ de l'OC est évaluée lors de trois audits de SGQ par l'OC menés conformément au programme écrit de l'OC, cette obligation constituant un prérequis pour se conformer aux exigences applicables du référentiel IFA v6 GFS. L'évaluation des compétences d'audit doit prévoir au moins une observation (pour évaluation) d'audit de SGQ par l'OC (telle que décrite à la [section 13.3.4](#), point c), le restant pouvant consister soit en d'autres observations (pour évaluation) d'audits de SGQ par l'OC sur site, soit en un examen de documents. Le processus d'embauche peut être finalisé uniquement si l'évaluation des compétences d'audit, portant sur un minimum de trois audits de SGQ par l'OC, réussit. Après une observation (pour évaluation) d'audit d'exploitation par l'OC initiale réussie, mais avant l'embauche finale, les audits de SGQ par l'OC réalisés peuvent être enregistrés pour l'auditeur de SGQ de l'OC en formation et le producteur peut être certifié.

13.3.5 Entretien des compétences

- i) Dans le cas d'un auditeur de SGQ d'OC agréé pour les référentiels reconnus par la GFSI, les cinq audits par l'OC sur site requis pour l'entretien des compétences doivent inclure au moins l'un des référentiels GLOBALG.A.P. reconnus par la GFSI.

14.2 Modifications

Les exigences suivantes doivent être *remplacées* dans les sections indiquées.

6 INSCRIPTION D'UN PRODUCTEUR

6.1 Remarques générales

Le point 6.1 e) doit être remplacé par :

- e) Seul le détenteur légal du certificat (c'est-à-dire l'entité juridique qui est indiquée sur le certificat) peut commercialiser des produits faisant référence à un certificat GLOBALG.A.P. Les membres des groupements de producteurs ne sont pas les détenteurs légaux d'un certificat. De ce fait, il ne doivent pas commercialiser les produits sous leur propre nom en faisant référence au certificat du groupement de producteurs. Tous les produits qui sont vendus sans faire référence au certificat doivent être enregistrés dans le système de bilan matière du groupement de producteurs. Il peut y avoir des exceptions à cette règle, qui sont décrites dans les « Modalités générales GLOBALG.A.P. – Règles applicables à la distribution flexible ».

7.3.3.2 Audits de certification/recertification annuels

Le point 7.3.3.2 a) doit être remplacé par :

- a) Pour toute information concernant l'échantillonnage de membres/sites et/ou la sélection, voir le tableau 2, « Synthèse des audits dans le référentiel IFA v6 GFS » dans les « Modalités générales GLOBALG.A.P. – Règles applicables aux groupements de producteurs et producteurs multisites avec SGQ » section 9.2.

Le point 7.3.3.2 c) doit être remplacé par :

- c) En règle générale, la sélection finale et la communication au SGQ des membres/sites à auditer ne doit pas prendre plus de 48 heures (deux jours ouvrés) par membre/site.

Cependant, pour au moins 20 % des membres/sites à auditer, la sélection finale des membres/sites devant être audités ne doit pas être communiquée au SGQ avant les audits d'exploitation par l'OC.

Le point 7.3.3.2 h) doit être remplacé par :

- h) Cette sélection doit avoir pour but de couvrir tous les membres/sites du groupement de producteurs/du producteur multisite sur une période de 10 ans. De plus, la sélection doit prendre en considération les facteurs de risque, les nouveaux producteurs et permettre un type de sélection aléatoire. En règle générale, hormis s'il existe des raisons particulières, l'audit d'exploitation consécutif par l'OC ne doit pas inclure des membres/sites déjà sélectionnés dans l'échantillon des audits par l'OC précédents.

Les facteurs d'inclusion dans l'échantillon initial ou dans les échantillons pour les évaluations consécutives peuvent être les suivants : des activités à plus haut risque, un statut spécial pour un membre du groupement de producteurs, le nombre de produits, les résultats des audits précédents, les membres multisites, des enregistrements de réclamations, des variations dans la taille des sites, des variations dans les horaires postés, des modifications depuis le dernier audit de certification/recertification, des problèmes environnementaux ou une variabilité des conditions environnementales, la pluralité des langues parlées ou des pratiques culturelles sur les sites et la distribution géographique.

La probabilité de se trouver inclus dans l'échantillon de membres du groupement de producteurs choisi par l'OC doit être plus grande pour les producteurs qui changent de groupement de producteurs.

7.3.3.3 Audit de surveillance par l'OC durant la période de validité du certificat

Le point 7.3.3.3 a) doit être remplacé par :

- a) Les audits de certification/recertification et les audits d'exploitation de surveillance par l'OC doivent être réalisés en deux visites distinctes devant être espacées au minimum de 30 jours l'une de l'autre. S'il n'y a pas d'échantillonnage (membres/sites classés comme à haut risque), l'OC peut décider de réaliser tous ses audits d'exploitation en une ou deux visites. Dans le cas de groupements de producteurs/producteurs multisites avec des membres/sites classés comme à haut risque et d'autres non, il n'y a pas besoin de faire réaliser des audits d'exploitation de surveillance par l'OC pour les membres/sites à haut risque, étant donné que 100 % d'entre eux doivent être audités lors de l'audit de certification/recertification. En revanche, il doit y avoir des audits d'exploitation de surveillance par l'OC pour les membres/sites non classés comme étant à haut risque, étant donné qu'ils ne seront pas tous audités lors de l'audit de certification/recertification annuel.

Exemple : un groupement de producteurs compte 25 membres non classés comme étant à haut risque et 16 membres classés comme étant à haut risque.

Échantillon pour l'audit de certification annuel : $\sqrt{25}$ (producteurs non classés comme étant à haut risque) + 16 (producteurs classés comme étant à haut risque) = 5 + 16 = 21.

Audit d'exploitation de surveillance par l'OC (durant la période de validité du certificat) : $\frac{1}{2} (\sqrt{25}) = 2,5$ que l'on arrondit au chiffre supérieur, soit 3 producteurs non classés comme étant à haut risque.

Le point 7.3.3.3 c) doit être remplacé par :

- c) La sélection finale et la communication au SGQ des membres/sites à auditer ne doit pas prendre plus de 48 heures (deux jours ouvrés) par membre/site. Cependant, pour au moins 20 % des membres/sites à auditer, la sélection finale des membres/sites devant être audités ne doit pas être communiquée au SGQ avant les audits d'exploitation par l'OC.

7.3.4 Audit par l'OC des UTP (groupement de producteurs/producteur multisite)

Le point 7.3.4 b) doit être remplacé par :

- b) Pour le champ d'application des plantes, au minimum la racine carrée du nombre d'UTP centralisées doit être auditée tous les ans (au moment où celles-ci sont en cours d'exploitation). Cependant, pour toutes les UTP classées comme étant à haut risque, l'échantillonnage n'est pas permis, c'est-à-dire que toutes les UTP doivent être auditées tous les ans lorsqu'elles sont en cours d'exploitation.

7.4 Audits à l'improviste par l'OC

Le point 7.4 g) doit être remplacé par :

Aucune notification n'est envoyée au producteur avant que l'audit par l'OC n'ait lieu.

Dans le cas exceptionnel où il serait impossible pour le producteur d'accepter la date proposée (pour des raisons médicales ou d'autres motifs justifiables), le producteur aura encore la possibilité d'être audité à l'improviste. Le motif doit être justifié par des preuves objectives (par ex., un document médical). Si aucune preuve n'est apportée pour justifier le motif, le producteur doit accepter l'audit à l'improviste par l'OC ou être suspendu. Le producteur doit recevoir un avertissement écrit si la première date proposée n'a pas été acceptée, peu importe que le rejet soit justifié ou non.

Le producteur recevra un autre visite d'audit à l'improviste par l'OC. Si cet audit ne peut avoir lieu, une suspension de tous les produits est alors émise. La suspension pourra être levée une fois l'audit à l'improviste par l'OC réalisé.

8 PROCESSUS DE CERTIFICATION

8.1 Remarques générales

Le point 8.1 n) doit être remplacé par :

- n) Sur demande, des copies du rapport de l'audit par l'OC, les preuves objectives de la mise en œuvre des mesures correctives et/ou la liste de contrôle de l'audit entièrement remplie doivent être transmises aux autorités de réglementation, conformément à la législation nationale applicable. Ces pièces doivent également être fournies par défaut au secrétariat GLOBALG.A.P. et, sur demande, à l'organisme d'accréditation et à la GFSI. Toute autre communication de ces pièces ne pourra être faite que si le producteur y autorise l'accès sur accord écrit.

8.4 Prolongation de la validité du certificat

Le point 8.4 a) doit être remplacé par :

- a) La période de validité du certificat peut être prolongée au-delà de la période habituelle de 12 mois pour une période de 4 mois maximum, mais uniquement pour un motif valable qui doit être enregistré. Ci-dessous sont énumérées les uniques raisons considérées comme valables :
 - (i) L'OC souhaite programmer son audit sur site après expiration du certificat de sorte à pouvoir observer une partie donnée du processus de production, soit parce que ladite partie n'a pas pu être vue lors d'un audit par l'OC précédent, soit parce qu'elle est considérée comme étant à haut risque en termes de sécurité du produit, soit parce qu'elle implique un produit ou processus récemment ajouté.
 - (ii) L'OC a besoin de prolonger certains certificats pour des raisons de limitations des ressources.

- (iii) L'OC n'a pas été à même de réaliser son audit sur site ou le producteur n'a pas été en capacité de recevoir la visite de l'OC pour l'audit par l'OC pour des raisons indépendantes de sa volonté (force majeure) (par ex., en cas de catastrophe naturelle, d'instabilité politique dans la région, d'épidémie, de non-disponibilité du producteur pour des raisons médicales).

Droits d'auteur

© Copyright : GLOBALG.A.P. c/o FoodPLUS GmbH, Spichernstr. 55, 50672 Cologne, Allemagne
La copie et la diffusion de la présente documentation est autorisée uniquement sous une forme non modifiée.